

Alexander Caspar

LE NOUVEL ARGENT

MÉDIATEUR ENTRE LE BESOIN ET LA VALEUR DE LA PRESTATION

CAPACITÉ - TRAVAIL PRESTATION

LEUR POSITION DANS L'ÉDIFICATION DE LA SOCIÉTÉ

Première partie

ÉDITION FRANÇAISE

Traduction : François Germani

Pré-édition de travail

et de relectures

État au 24 novembre 2024

Institut pour une tri-articulation sociale
Atelier francophone

*

Adresse en ligne du document, voir :

<http://www.triarticulation.fr/Institut/FG/Articles/2010-01-001%20Caspar.html>



Petit avertissement du traducteur

Les textes regroupés dans cet ouvrage font partie d'une des tentatives, sans concessions, les plus avancées pour envisager jusque dans la pratique les conceptions ébauchées par R. Steiner en matière de tri-articulation dans leurs conséquences pour l'économie. C'est à dire, jusque pour celles concernant le médium ou moyen abstrait permettant des échanges modernes. Cela signifie de repenser de nombreuses façons de faire instituées et nous préparer à modifier nos propres comportements. Par certains côtés, nous voici sur un champ où, comme francophone, nous ne disposons que de l'ouvrage "Dépolluer l'économie- Révolution dans la monnaie" de Michel Laloux. Et il peut être très intéressant de confronter les propos.

Ils restent cependant, là aussi, le fait d'un homme plus ou moins "isolé" là où R. Steiner parle souvent aussi de ce que seul un jugement collectif peut valablement cerner des processus économiques, et remplacer l'ancien jugement instinctif. Le propos de l'auteur est donc difficile du fait de l'imbrication de concepts apparemment usuels qu'il ne peut cependant préciser dans son utilisation propre qu'au cours de l'ouvrage. Il ne s'agit pas encore ici de prédire l'effet de telle ou telle mesure visant un effet économique, et de "piloter" l'économie, mais bien de parcourir de nouveaux chemins conceptuels afin d'élargir le champ des perceptions. Face à de tels textes, et particulièrement quand il s'agit de transférer le propos d'une langue, voir d'une culture, à une autre, surmonter correctement l'obstacle n'est vraiment possible, à moins d'être un génie, qu'avec un minimum de travail partagé. C'est pourquoi la présente traduction, dans une première publication, reste plus que jamais (*) une proposition pour première étude et des relectures afin d'en proposer une meilleure ultérieurement.

F. Germani, 11 décembre 2020

(*) C'est la même chose pour les textes relatant les propos de Steiner, où se montre justement, par la confrontation à un tel travail, que nous nous sommes habitués à nous satisfaire d'une lecture, et aussi de traductions, superficielles et nivelantes, rendues possibles par le temps qui passe et des attentes par trop "philosophiques".

Sommaire de l'édition bilingue pour liseuses 1/2

Préface à l'édition de 2021.....	4
Préface à l'édition de 2010.....	4
Première partie - Gérer économiquement dans l'avenir - Le chemin hors de l'impasse.....	6
Introduction.....	6
I. Le problème du prix et les thèses.....	7
Première thèse.....	8
Deuxième thèse.....	9
Troisième thèse.....	10
II - La base de la création de valeur et le « revenu d'origine/originel » (ou « primordial » ⁷).....	11
La valeur de la prestation.....	11
III Le rôle de l'agriculture ¹⁶	16
La formation de capital.....	16
IV. Partage/division du travail et capital.....	20
Disposition sur le capital.....	20
V. Capital - Travail - Revenu.....	23
VI. La création d'argent.....	26
Image du présent.....	26
Image prospective.....	27
VII Le principe d'association.....	33
VIII. Le membrement de l'État.....	38
IX. Illustrations et tableaux.....	44
Jeu illustratif.....	57
Stade 1.....	57
Stade 2.....	57
Stade 3.....	58
Stade 4.....	58
Deuxième passage : La création de valeur dans les 4 stades ci-dessus est maintenant rejouée analogue en termes monétaires:.....	59
La création de l'argent.....	59
Stade 1.....	59
Stade 3.....	60
Stade 4.....	60



Préface à l'édition de 2021

La réédition du livre *Le nouvel argent* intervient à une époque où la crise sous-jacente de la science, du droit et de l'économie, qui couvait depuis longtemps, a éclaté et touche de plein fouet la société civile, remettant en question sa forme d'existence actuelle en tant qu'État central. Dès 1917, Rudolf Steiner, prévoyant des crises futures au sein des éléments constitutifs de la communauté humaine que sont la vie de l'esprit, de droit et de l'économie, avait promu leur gestion autonome en formulant en même temps leur fonction et leur interaction au sein de la société. Une libération de la vie de l'esprit, qui englobe la science, de la tutelle de la politique et de l'économie en raison du financement de l'État central et des intérêts du droit de propriété, mais aussi une séparation irréversible de la politique et de l'économie ne sont toutefois possibles qu'avec la reconnaissance de la mesure de l'évaluation mutuelle des résultats du travail et des revenus individuels qui y sont liés, ainsi qu'avec la redéfinition des concepts de capital, de création monétaire et de propriété des moyens de production. Ce n'est qu'au moyen de ces nouvelles connaissances qu'un équilibre entre les besoins et la valeur des résultats du travail est réalisable, ce qui implique le financement transparent de la vie de l'esprit et du domaine de droit par le domaine économique au lieu de l'entretien financé arbitrairement par l'impôt de l'État unitaire.

Le volume *Le nouvel argent* regroupe les premières explications publiées de l'auteur sur le thème de l'économie : Ils contiennent la déduction des nouveaux concepts et leur utilisation pratique, c'est pourquoi la formation et la fonction des associations sont traitées en détail, de même que l'argent sous l'aspect de ses différentes fonctions, car dans l'économie actuelle, l'argent est l'objet le plus difficile à comprendre et le plus délicat.

Grâce à l'organisation des thèmes, le volume « Le nouvel argent » possède le caractère d'un manuel scolaire.

Dans le volume *Le pouvoir occulte/caché de l'argent*, l'auteur publie des articles dans lesquels il aborde les nouvelles notions de "valeur économique, capital, création monétaire et propriété des moyens de production" dans leur conditionnement mutuel et montre comment elles permettent de surmonter les crises actuelles que sont la conjoncture, le chômage et la croissance forcée.

Deux articles sont publiés dans chacun des deux volumes : L'un épistémologique, qui expose la notion de polarité inverse, dont la compréhension est à la base de l'appréhension des notions de "valeur économique et de capital", et l'autre, signalé comme "aide-mémoire", qui fournit l'aperçu fondamental de l'économie dans la société triarticulée.

Préface à l'édition de 2010

Ce livre est une compilation décrits que l'auteur a rédigés et publiés après 1989. Leur cercle de problème est toujours le même : La saisie méthodique des valeurs économiques, qui a été conceptuellement négligé jusqu'à présent, et prenant pied dessus, la signification réelle du capital tout comme la fonction du/des prix. Il



s'agit de la devise en tant qu'équivalence de la valeur des prestations économiques et leur mesure monétaire. Un tel argent rend possible une compensation entre les besoins se manifestant librement au moyen de revenus et la valeur des prestations, orientées au marché, correspondantes. La justification de la satisfaction universelle des besoins en ce que le besoin confère la valeur à une prestation, soit amené en couverture de la valeur économique qui est à exiger de sa production, le lecteur la trouve lors de la lecture sur la "valeur originelle".

Évidemment, à l'intérieur de la circulation d'argent, les revenus proviennent directement des recettes de la vente des prestations et, inversement à nouveau, dans les prix pour les prestations. L'écrit veut cependant rendre clair que pour le dépassement d'effondrements de conjoncture, du chômage et de la contrainte de croissance, des institutions sociales sont nécessaires, mais aussi possibles, qui, basées sur la connaissance de la valeur économique, peuvent justement faire de celle-ci la référence/grandeur d'orientation pour les prix des prestations et les revenus ; ainsi la relation entre les revenus et les prix du marché se détache de son/leur rapport de dépendance dans le système économique actuel. L'approche est fondamentalement nouvelle en termes de méthodologie, et ainsi les réflexions ne se réfèrent donc pas à des théories économiques antérieures ; elles sont consignées à la façon de résultats d'observations économiques selon la méthode de science de la nature. Le lecteur ne manquera pas de remarquer que les pensées ont été saisies toujours plus nettes/acérées dans l'ordre de leur écriture. Au premier écrit "*Wirtschaften in der Zukunft* " (*Pratiquer l'économie dans l'avenir*) ¹ des images ont été adjointes qui, sous forme de représentations fixes, devaient permettre de mieux saisir le processus de pensée. Dans la suite, cependant, le lecteur devrait plutôt créer en soi, à partir des pensées, des images en mouvement, un tableau dans lequel il fait l'expérience de leur contexte/pendant dans une vue d'ensemble. En ce sens, les répétitions dans les textes devraient faciliter l'étude des contenus. Les représentations économiques enlisées d'aujourd'hui nous sont un obstacle à une économie basée sur la division du travail faisant un usage durable de la formation de capital, et le fait de s'accrocher au système monétaire/d'argent actuel rappelle le/exporté au Tasso de Goethe : "Ainsi, le capitaine s'accroche enfin encore au rocher auquel il devait échouer. »

- (1) - 1996 Publication
Klett und Balmer +Co Verlag, Zug
- 1997 en traduction russe
„Trovant“ Verlag, Moskau
- 2010 retravaillé



Première partie

- Gérer économiquement dans l'avenir

- Le chemin hors de l'impasse

9

Introduction

Le développement d'une économie divisant le travail, créatrice de capital, a provoqué des obsessions/des représentations contraignantes dans l'humanité. 0 1

Les craintes/peurs de la surproduction, du chômage et donc des pertes de revenus qui en résultent se propagent sur les états industrialisés. Dans les régions du monde décrites comme pays en développement, par contre, règne la résignation à souffrir de la sous-production, du chômage et d'un bas standard de vie qui menacent l'existence en raison du manque de marchés de vente locaux se développant de la sous-production. Cet écrit aimerait dissoudre le cercle des pensées dans lequel l'humanité d'aujourd'hui s'est empêtrée et qui sous-tend ses institutions économiques et sociales. 0 2

Les pensées de ces humains qui occupent aujourd'hui des positions de pouvoir dans des contextes sociaux sont souvent soit inspirées par des utopies grégaires, qui dégènèrent en cruauté et en contrainte, soit s'orientent à une routine dépourvue d'esprit, qui conduit progressivement l'organisme social à la dissolution. Le fait que les dirigeants mèneront l'humanité et l'humanité dans l'abîme est craint avec droit par une grande partie des gouvernés. Ce sera aussi le cas tant que ne seront pas recherchés et trouvés, à partir des conditions de vie de l'humanité, de nouveaux principes quant à ce que devrait être la structure sociale qui peut conduire à un assainissement des conditions de vie. 0 3

L'illusion de beaucoup d'humains, qui se donnent aujourd'hui pour progressistes et sociaux, réside tout de suite dans ce qu'ils ont repris sans s'en rendre compte des habitudes de pensée de cette classe qu'ils rendent responsable de toutes sortes de méfaits et croient devoir combattre à cause de cela. Mais il ne s'agit pas, seulement à travers une autre classe humaine, d'amener de nouveaux contextes avec de vieux concepts, mais de nouvelles perspectives. Au cour du temps, la volonté humaine a établi des institutions sociétales. On s'y est installé ainsi qu'on pense qu'il faut se forger des avis à partir d'elles sur ce qui serait à changer. La pensée ne se reconnaît plus dans les données de la réalité économique comme ce qui conditionne. On s'oriente dans les pensées d'après des faits créés, que les pensées devraient quand même dominer. On gagne un jugement grandi aux faits quand, comme dans cet écrit, on retourne aux pensées fondamentales qui reposent à la base ¹ de toutes les institutions sociales. Comme entrave agit que quelqu'un aujourd'hui laisse facilement valoir comme « conforme à la réalité » seulement ce qu'il est habitué à penser, et rejette comme « théorie utopique » aussi du « tiré de la pratique » quand il n'est pas habitué à le penser. 0 4

En ce que les institutions économiques seront façonnées transparentes à travers de telles pensées fondamentales, il deviendra possible par le principe d'association à dé- 0 5



crir de provoquer une compensation entre les besoins humains et la valeur des productions humaines. Le travail inutile si répandu pour procurer actuellement des revenus, qui crée un servage moderne et met inutilement à rude épreuve et la nature et l'humain, tombe parce que le travail ne circulera plus comme une marchandise dans l'économie et le revenu ne sera plus *immédiatement* dépendant d'un travail. Tout comme l'humain parvient à un revenu par les contextes sociaux, il viendra aussi à une activité. La peur servile devant le chômage en tombe donc également.

1 - La structure de cet écrit fait ressortir ce qui diffère de la méthode scientifique courante actuelle dans la déduction (la démonstration) des concepts

10

Les humains trouveront toujours moins de satisfaction du résultat immédiat de leur travail sur la base de la division du travail et de la rationalisation progressant, mais pour cela d'autant plus s'ils se sentent comme membre créatif d'un organisme social façonné de manière sensée. Par l'articulation de l'organisme social présentée à la fin de cet écrit, l'économie sera maintenue dans les limites du rôle lui revenant. Après tout, à notre époque, elle a tendance à devenir le Léviathan qui domine tout.

I. Le problème du prix et les thèses

Les difficultés devant lesquelles la vie économique récente est placée seront comprises seulement lorsque le *problème du prix* sera poussé au point central de la pensée économique.

L'économie livre des biens pour la consommation. Des biens spirituels aussi peuvent être saisis économiquement de telle sorte qu'ils servent à la consommation. Ces biens sont des valeurs parce qu'existe un besoin après eux. On peut décrire la valeur d'économie de peuple comme un état de tension en ce qu'on dit : d'un côté se tient le besoin humain, qui peut être un intérêt naturel ou artificiel. De l'autre côté, le bien dans sa qualité se tient à un endroit déterminé où il peut être consommé et en un temps déterminé. La *tension qui crée de la valeur* pointe du côté de la marchandise vers l'économie et, parce qu'aucune marchandise ne naît de la simple circulation, vers la nature, vers le foncier. Du côté du besoin, elle indique vers la vie culturelle, spirituelle des êtres humains, de l'évolution et du progrès dont seront toujours créés de nouveaux besoins.

Faire économie/gérer signifie amener à l'échange² les prestations que les humains produisent. De telles prestations représentent des *valeurs d'économie de peuple* (NDT Ou plus traditionnellement d'économie politique, mais ici politique et économie sont appelés à se démêler) qui seront échangées. Ce qui est formateur de valeurs, c'est l'activité humaine qui élabore et transforme plus ou moins un produit de la nature et l'apporte en circulation/échange économique. Sur cette formation de valeur, nous viendrons à parler dans le prochain chapitre.

L'activité humaine doit être saisie de deux côtés : elle peut être plus *corporelle* ou plus *spirituelle*. Au sens de l'économie de peuple, l'activité corporelle peut consister seulement en un travail immédiat à la nature, l'activité spirituelle seulement



consister en un travail qui organise et rationalise ³ le travail corporel. L'activité humaine se lie donc d'une manière créatrice de valeur d'après un côté à la nature, où le processus d'économie de peuple obtient ses produits. À partir de l'autre côté, elle est régulée par l'esprit. À cet égard, par la formation des talents et des facultés, la vie de la culture œuvre, formant des valeurs, dans le processus d'économie de peuple.

2 - La notion de *prestation* englobe les résultats matériels et immatériels du travail ; si quelqu'un voulait objecter ici que ce ne sont pas les *prestations* en soi qui déterminent l'économie, mais les pénuries, ce serait une erreur. Ce serait aussi intelligent que de dire que l'objet du métabolisme n'est pas l'alimentation, mais la faim.

3 - La prise en compte économique du travail *spirituel* au sens non économique du terme (activité d'enseignement, création artistique, etc.) sera traitée plus tard.

11

L'échange des valeurs s'exprime dans la formation de prix. Le prix d'un bien – 0 maintenant non exprimé en argent – est ce qui représente sa valeur *en comparai-* 5 *son* à d'autres biens. Donc, combien de pain correspond à un costume, combien de costumes à une pièce de mobilier, etc.

En ce qui concerne le problème du prix, il s'agit de comprendre pourquoi chaque 0 bien doit obtenir un prix déterminé. Il ne s'agit pas maintenant de dire que ceci 6 ou cela serait le prix d'un bien. La réflexion n'aura pas à s'occuper d'indiquer une « valeur objective » fixe d'un bien, mais s'efforcera de trouver des *aménagements/ institutions économiques (y compris un ordre monétaire) par lesquelles les biens produits entrent en circulation/échange économique et se valorisent mutuellement de telle sorte que la valeur d'un bien corresponde essentiellement à la valeur des biens dont le producteur a besoin pendant la période de production d'un nouveau bien au sens large qui reste encore à expliquer.*

Le contenu de nos explications supplémentaires est la réalisation d'une formation 0 des prix qui repose sur ce que la valeur *que le besoin accorde à un produit correspond* 7 *à la valeur qu'un produit possède pour le fabricant* ⁴. Seule une institution de sens commun ⁵ économique fera passer cette formation des prix pour tous les participants de la simple compréhension de principe à la vie concrète, si elle fait dépendre l'activité de création de valeur orientée vers les biens toujours dans les faits de la tension de création de valeur liée aux besoins. Aujourd'hui, une telle formation de prix est contrecarrée par des institutions confuses qui ont des conséquences fatales pour les humains et l'environnement et appellent à un changement :

Première thèse

Dans la vie de l'économie, la valeur relative des biens s'exprime dans le prix, qui 0 est indiqué en valeur d'argent. Au lieu d'être uniquement et seulement le moyen 1 de compensation pour les rapports mutuels de valeur des biens, l'argent est cependant devenu lui-même une marchandise, et se glisse, faussant le prix, entre les valeurs qui correspondent aux besoins et servent la consommation. *Le caractère de marchandise de l'argent vient en l'état par la façon dont il est créé.* L'actuelle création de l'argent ne se tient pas dans un pendant immédiat avec la production ⁶. Tout de suite parce que l'argent peut être rendu « plus cher » ou « meilleur marché », on veut intervenir dans le processus de production favorisant ou freinant, et souligne encore avec cela le caractère de marchandise de l'argent. Au-



aujourd'hui, la valeur des biens est faussée par les rapports de prix, qui résultent, entre autres, de la politique monétaire de l'État. Ce qui œuvre toujours souterrainement se révèle en toute clarté en des temps critiques : les prix sont maintenus par le fait que l'État prend en charge la « garantie » pour la valeur de l'argent, donc pour la valeur d'une unique marchandise.

L'argent est devenu quelque chose avec quoi on agit économiquement comme avec des objets réels. Tant que l'argent lui-même est un objet de l'économie, il reflète quelque chose d'imaginaire aux humains et tyrannise la vie sociale.

4 - voir Chapitre IX, figure 8.

5 - voir chapitre VII "Le principe d'association".

6 - voir chapitre VI "La création monétaire".

12

Sur la base d'une fausse formation de prix tout comme d'une politique folle en matière de revenus et de création d'emplois, nous voyons s'accroître une montagne de dettes qui ne cesse de grandir dans le monde entier. Des myriades d'humains travaillent à ses intérêts et ses remboursements, à cause d'une fausse structure de prix cependant avec les perspectives de succès d'un Sisyphe. La dette et les charges d'intérêts sont allégées par une multiplication permanente de l'argent, laquelle permet une augmentation supplémentaire des dettes.

Comme l'équivalent de la dette croissante de tous les côtés, nous avons, selon le bilan d'économie de peuple, des actifs en croissance, des argents/des fonds flottants, qui mettent en mouvement un énorme appareil de banques en tant que gestionnaires de dettes et d'actifs. Dans ce système des armées d'humains sont forcées de trouver leur ressource en gaspillant leur intelligence sur comment encore plus d'argent peut être fait de l'argent, mais en quoi seulement des valeurs sont déplacées d'une poche à l'autre sans en créer d'effectivement nouvelles. C'est ainsi qu'une partie de l'humanité gère et joue avec le travail de l'autre. Sans relation avec la production, propulsant ou pressant des prix, les masses d'argent prennent rapidement possession d'actions, de fonds et sols, de matières premières, d'œuvres d'art, entre autres, mais s'en détachent aussi aussitôt de nouveau quand cela conduit à un accroissement du capital.

Parce que l'argent est administré comme s'il ne devait être soumis à aucune évaluation, il est devenu un concurrent déloyal des biens de consommation, qui sont toujours périssables.

C'est donc une des choses : il est nécessaire que l'argent/la monnaie soit réduite à sa fonction de moyen d'échange placé sur une nouvelle base en étant soumis à un vieillissement au moyen d'une date de péremption, que plus loin, dans l'économie associative formant capital, elle devienne comptable par la façon de son émission et une mesure des prestations (voir chapitre "La création monétaire", page 32).

Deuxième thèse

Aujourd'hui, l'opinion qui prévaut est que chaque formation de prix se règle automatiquement par « l'offre et la demande ». Aujourd'hui, le prix est déterminé par le marché. Il s'oriente à ce que des gens soient-là qui peuvent acheter les biens parce qu'ils ont l'argent nécessaire. La valeur d'un bien produit forme très volontiers l'impulsion à la demande, mais il est douteux si une offre correspon-



dante de moyens monétaires est aussi disponible pour la satisfaction de la demande. Pour le consommateur, le prix qu'il est prêt à payer est dépendant de la valeur qu'il accorde à l'objet de son besoin tout comme de la quantité d'argent disponible, respectivement du pouvoir d'achat. Celui-ci est conditionné par son revenu qui, en tant que revenu du travail, dépend de quel prix possède sa « *marchandise* » travail. Mais parce que le travail lui-même a un prix, les prix des biens reflètent combien doit être travaillé et payé de salaire. La manière de comparaison de la valeur des biens traitée au chapitre suivant – donc ce sur quoi nous avons indiqué comme formation saine des prix – se donnera cependant seulement quand le revenu du travail et le bénéfice de prestation ne sont *pas immédiatement* couplés l'un à l'autre, mais se tiennent en rapport à la valeur économique des prestations.

Pour les humains actuels, il appartient au plus difficile de penser la valeur d'économie de peuple d'un produit séparé du travail, qui pris pour lui seul,

13

ne possède aucune valeur d'économie de peuple. Nos explications supplémentaires s'efforceront de montrer quelles conséquences catastrophiques se donnent tout de suite de cette incapacité actuelle *et comment le "nœud gordien" du rattachement immédiat entre le revenu du travail et le rendement/bénéfice de la prestation peut être dénoué*. Si notamment le revenu du travail et le revenu de la prestation se tiennent en un rapport immédiat de dépendance, le bénéfice de la prestation devient l'initiateur de l'activité économique au lieu du besoin, parce qu'alors sera travaillé non à partir de la nécessité sociale, mais seulement pour l'acquisition et, aussi longtemps que l'argent ne vieillit pas, pour l'accumulation. Le travail devient alors une pure opportunité pour parvenir à des revenus, et la conséquence de l'incompréhension de comment œuvre le couplage *immédiat* du revenu du travail au bénéfice de la prestation, est, pour l'humain et l'environnement actuellement le travail respectivement la si nuisible production inutile : le médecin effectue des examens inutiles, le garagiste effectue des réparations inutiles, le banquier effectue des transactions par amour des commissions dégageant du chiffre d'affaires, le fabricant fabrique les choses de telle manière que celles-ci doivent être remplacées dès que possible.

C'est la deuxième chose : le travail se débarrasse de son caractère de marchandise en ce qu'il est relevé hors du processus économique et placé sur le terrain/sol du droit (voir chapitre « *Capital - Travail - Revenu* » page 28 tout comme « *L'articulation/le membrement de l'État* » page 43).

Troisième thèse

Dans le temps où l'industrialisme s'est déployé de façon gigantesque, un énorme problème s'est posé à l'humanité, qui exige maintenant une solution impérieuse ! Dans les pays industrialisés et les pays en développement, les gens se tenant à gauche et à droite font des travaux de doctorat. À la base repose la tension qui existe dans la formation de prix entre l'évaluation des biens agricoles et industriels. Le problème repose dans ce que tout industrialisme vit de l'excédent - à ne pas confondre avec la surproduction - de l'agriculture. Toutes les dépenses nécessaires à l'industrie doivent sans arrêt être couvertes par les économies de main-



d'œuvre dans l'agriculture, mais elles peuvent seulement l'être aussi loin que sa productivité le permet grâce à l'effet rétroactif de l'organisation industrielle du travail. L'économie de travail corporel au sol dans l'agriculture constitue le capital avec lequel l'industrie travaille et dont la hauteur détermine sa valeur.

Avec cela, la troisième chose est la suivante : le capital sous forme de moyens de production industriel ne peut être acheté. Le capital, selon son origine, peut seulement être emprunté/prêter ou donné. Les moyens industriels de production pris en exploitation peuvent néanmoins être possédés. Les chapitres suivants (*en particulier* « *Le rôle de l'agriculture, formation du capital* » page 21 et « *Répartition/division du travail et capital, disposition du capital* » page 26) permettent d'en comprendre la signification.

14

II - La base de la création de valeur et le « revenu d'origine/originel » (ou « primordial » ⁷)

La valeur de la prestation

Représentons-nous une économie fermée qui se trouve encore en état de pures cultures de fonds et sols (terres) et qui ne se tient pas en échange avec des économies voisines. Nous pouvons nous penser la terre entière comme un tel domaine/une telle région. En elle, c'est le travail corporel effectué immédiatement à la nature qui est formateur de valeur. La nature en tant que telle n'a aucune valeur d'économie de peuple - seulement le produit de la nature amené dans la circulation économique par le travail.

Le niveau de formation de la valeur se donne du rapport entre le nombre de la population et la surface de sol utilisable disponible. Ce qui, de cela, au stade de la pure, immédiate culture du sol ⁸ revient à l'individu est « *la production originelle/primordiale* » ⁹, dont il a besoin au minimum. La production et le besoin se recouvriront autant que possible, car il ne viendra à personne de produire pour le rebut. Le facteur temps lié au travail est inclus dans la base de mesure de la valeur.

Si par le progrès de la culture, des besoins d'autre sorte apparaissent et que vient en état, par un deuxième facteur de formation de valeur fondé sur le progrès de la culture, notamment l'organisation intelligente du travail (et autre technique), une épargne de travail corporel fourni immédiatement à la nature, des humains peuvent être libérés pour des activités qui s'émancipent du travail immédiat à la nature. La valeur de ce que quelqu'un produit - ou fournit - dans l'activité se tenant en dehors du travail du sol, correspond à la partie de la production du sol qui lui est attribuable/échue. Nous l'avons caractérisée et décrite ci-dessus comme le besoin « originel/primordial » respectivement minimal.

Tout travail qui est fourni dépend du nombre de la population et peut donc finalement être seulement lié à ce qui vient tout bonnement du sol, de la nature. L'humain vit de telles prestations réalisées à la nature ; c'est ce dont chacun a besoin pour son existence. *Vis-à-vis de cela* se tiennent des prestations spirituelles qui, entre autres choses, organisent (rationalisent) le travail à la nature, mais qui ne sont rendues possibles qu'en ce que du travail est épargné à la nature. *Leur va-*



leur est précisément déterminée par cette épargne/économie (NDT Notons en passant qu'en français le même terme est utilisé pour la création et l'échange de productions et l'épargne. Ce n'est pas le cas en allemand). Pour ceux qui, en raison de leurs prestations spirituelles, ne réalisent pas immédiatement à la nature, en sont donc dispensés, d'autres qui restent à la culture du sol doivent prendre en charge la partie que nous avons décrite du besoin "originel" ou minimal qui leur revient .

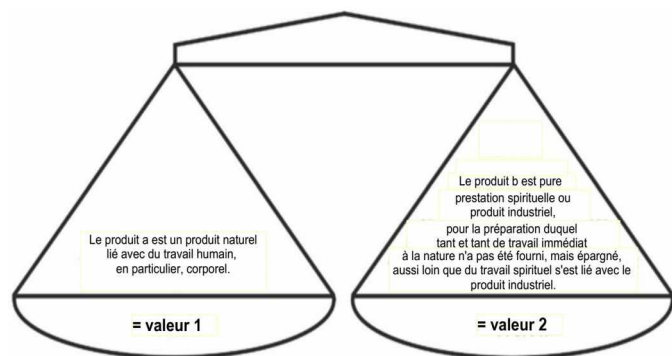
7 - Illustrations et tableaux, figures 1 à 5.

8 - Ici dans le sens de l'agriculture, de la sylviculture, de l'exploitation minière et de la pêche.

9 -L'expression "production primordiale/originelle" a été choisie à dessein et non pas "production primaire", car il est fait référence au moment de l'apparition de la formation de valeur à partir du travail physique (= travail directement sur la nature) et du travail intellectuel (= économie de travail physique) et non pas spécifiquement au secteur économique pour la satisfaction des besoins primaires tels que la nourriture, les vêtements, le logement.

15

On ne peut pas simplement demander : combien de produits a correspondent à 0 combien de produits b, par exemple donc combien de pommes de terre corres- 5 pondent à combien de blé, combien de blé correspond à une chemise, une radio ou une heure d'enseignement, car ils ne se laissent pas comparer ainsi sans plus. Le point commun de référence au sens de l'économie de peuple est le travail appliqué ou épargné à la nature pour l'un ou l'autre produit. Donc :



Il s'agit donc pour les valeurs qui sont produites, une fois par du travail corporel- 0 lement mis en œuvre, l'autre fois, par un travail tel qu'il comporte de l'épargne 6 de travail par l'intelligence, par l'esprit. *L'abolition/la suppression du travail corporel (manuel) par le travail spirituel au sens de l'économie de peuple rend déterminable la valeur de ce dernier* ¹⁰.

L'agriculteur travaille immédiatement à la nature ¹¹, pour autant qu'il le fait cor- 0 porellement. Celui qui fabrique des vêtements ne travaille plus directement à la 7 nature. Son travail contient déjà une partie de ce qui est épargné de travail corporel. Mais il remonte/se rapporte à la nature. Jusqu'aux biens produits par les prestations spirituelles les plus exigeantes (par exemple les ordinateurs), tous les produits se rapportent finalement à la nature, respectivement au travail avec des moyens de production. Ce sont les valeurs générées/produites par le travail direct ou indirect à la nature, qui doivent être réparties sur l'ensemble de la région/du domaine fermé de l'économie de peuple ou mondiale. L'argent sert de moyen à l'échange mutuel des prestations, plus exactement de moyen compensatoire de l'échange des prestations manuelles/artisanales et spirituelles.

Dans une économie saine, les prestations s'évalueront mutuellement ainsi, c'est- 0 à-dire que s'établiront des prix tels que le producteur d'une prestation obtient 8 autant comme contre-valeur qu'il peut satisfaire ses besoins au sens large, y com-



pris ceux de ses proches, jusqu'à ce qu'il ait à nouveau accompli une prestation égale ou de même valeur. Et cet « autant comme contre-valeur » signifie au minimum la part résultant du travail corporel de l'individu immédiatement à la nature, que l'on pourrait aussi décrire comme le revenu « originel » de l'individu.

10 - En physique, le principe d'Archimède stipule que la poussée statique est égale au poids du liquide d'un corps est égal au poids de la quantité de liquide qu'il déplace.

11 - Cette formulation a été choisie pour des raisons didactiques et illustratives, il va de soi que l'agriculture rationalisée contient aussi du travail physique épargné.

16

Avec le progrès de la culture, les besoins croissent et du travail corporel est de plus en plus remplacé par une organisation intelligente du travail, ce par quoi les prestations se rapportant au revenu « originel » deviennent toujours plus grandes, ou bien, exprimé autrement, *le pouvoir d'achat de l'argent grandit/progressive*. La richesse d'un espace/domaine économique dépend donc de *ce que la nature donne, du nombre de personnes qui doivent se le partager et du niveau de l'éducation*, des talents et des idées qui viennent aux humains. Au talent de l'individu, lequel, appliqué à l'organisation du travail économique, l'épargne, correspond dans l'organisme social, la richesse de la nature¹². Il peut en tout cas aider à épargner du travail immédiat à la nature. Comme conséquence d'inventions de plus en plus sophistiquées, la récente évolution va sur ce qu'avec la revalorisation de substances de la nature, elle aspire à une indépendance accrue de l'exploitation directe de la nature.

Si ainsi seulement peu de travail corporel doit se lier avec ce qui vient du sol, un travail correspondant peut être épargné pour des prestations spirituelles multipliées. *Le prestataire du travail corporel restant doit malgré tout fournir un besoin d'après ce qui est spirituellement à fournir*, quand absolument une vie de culture - et d'ailleurs une vie libre - devait exister, sans qu'elle soit administrée par une autorité supérieure telle que l'État par des impôts. Avec cela, un spirituel joue à deux égards dans le processus d'économie de peuple : il rationalise le travail corporel, contribuant ainsi à produire de plus en plus de biens matériels et immatériels, mais crée aussi des besoins toujours nouveaux. Car combien différents sont les besoins d'humains incultes et cultivés !

Comme nous l'expliquerons dans le chapitre « Capital - Travail - Revenus », les besoins n'ont pas la permission d'être générés/produits à partir d'un processus économique propre. L'organisme social sain obtient les marchandises de la base de nature, les besoins devraient lui venir de l'évolution de l'humanité. Pour laisser des besoins, se développer librement à partir de là, il est besoin d'une indépendance des membres constituant l'organisme étatique, comme elle vient au propos dans le dernier chapitre.

Ce que l'un a à proposer comme aussi toujours dans l'économie de la division du travail : *la valeur de sa prestation sera correctement estimée quand celle-ci tient la balance en comparaison avec la valeur de la « production originelle » attribuable/revenant à l'individu*. C'est dans ce rapport que nous avons à voir la mesure pour une formation de prix saine. Car nous avons à faire avec une formation de prix lorsqu'une valeur entre en interaction avec une valeur.

Toute formation de prix est enracinée dans la production originelle à laquelle le prix de chaque bien se laisse reconduire.



La production originelle est, *pensée en valeur d'argent/monétaire*, le revenu originel 1
- dans la Fig. 1 page 51 des illustrations il est désigné comme l'unité de compte - et c'est 4
donc la *mesure nominale* pour le revenu possible de l'individu. Comme nous
l'avons indiqué plus haut dans ce chapitre, celui-ci peut évidemment, en fonction
du degré d'efficacité et de performance de l'économie dans son ensemble, tou-
jours devenir plus élevé en pouvoir d'achat de l'individu.

12 - en premier lieu leur fertilité, mais aussi les gisements d'énergie ; voir page 45 : "Ce qui pour
l'organisme individuel ...".

17

Celui qui gagne nominalement plus, au sens où nous l'entendons ici, le reçoit en 1
raison des liens/pendants/contextes sociaux dans lesquels il se trouve ¹³. 4

Aujourd'hui, on pense sur les prix ainsi qu'ils dépendent d'un côté de l'offre de 1
biens et de la demande de biens et de l'autre celles-ci à nouveau régulant, ils s'ap- 5
prochent automatiquement d'un certain état stable. Dans le sens d'une vision
contemplative d'économie de peuple, on peut établir de tels concepts d'offre et
de demande et alors observer comment l'offre et la demande œuvrent. *Mais pour*
une pensée qui se considère/vit comme le facteur déterminant dans les circonstances éco-
nomiques, le concept de prix en tant que fonction de l'offre de marchandises et de la de-
mande de marchandises est trop limité pour saisir pleinement les processus économiques.
Car l'observation des prix se donnant sur le marché n'en est qu'une ponctuelle.
On laisse de côté partout ce qui se cache derrière les processus que l'on veut at-
teindre avec de tels concepts. La demande après des marchandises est toujours en
même temps l'offre de monnaie/d'argent. Pour développer une demande, il faut
qu'il y ait une offre de monnaie. Donc : l'offre en marchandise est demande de
monnaie, et l'offre de monnaie est demande après des marchandises. L'échange
ou le commerce en tant que processus d'économie de peuple ne peut pas se dé-
rouler autrement qu'en ce qu'aussi bien chez des acheteurs que chez des ven-
deurs, chaque fois les deux, l'offre et la demande soient là. Car ce que l'acheteur a
comme son offre d'argent, cela doit d'abord être produit avant sa demande dans
le processus d'économie de peuple, comme la marchandise doit être produite qui
se présente comme offre !

Si l'on se contente d'enregistrer statistiquement les chiffres - ce que les choses 1
coûtent en argent - alors on n'a aucune vue du contexte factuel de la vie de l'éco- 6
nomie et avec cela aucune vue dans l'évaluation/la valorisation réelle. L'erreur
actuelle est d'assimiler d'emblée la valeur des biens aux prix en argent.

On se déconstruit le chemin à la compréhension du concept de valeur *d'économie* 1
de peuple, quand on pense lors des explications introductives de ce chapitre qu'il 7
s'agirait de l'établissement/de la constatation d'un quelque « besoin originel » ou
d'une « production originelle » au sens de certains produits de la nature, donc
une représentation fixée de marchandises. *L'économie de peuple* a seulement à faire
avec des substances, pour autant qu'elles sont devenues des valeurs. La question :
quelle est la valeur - disons - de la pomme sur l'arbre, va vers une autre chose que
celle du concept de valeur d'économie de peuple ; car la valeur à laquelle on ar-
rive en pensant, non pas en ce qu'on transforme la pomme au moyen du travail
ou en la mettant non transformée en circulation économique, mais en la dérivant
comme fonction du stock/de la réserve/de la provision et de l'urgence du besoin,
cette valeur, la pomme la possède aussi pour « l'économie des vers ». Nous arri-



vons à la valeur d'économie de peuple au moment où l'humain n'utilise pas les produits naturels pour lui-même, mais entre dans la relation d'échange de biens avec d'autres humains ; là ce que l'humain fait, devient travail au sens d'économie de peuple.

Il serait déroutant d'essayer de vouloir déduire de la conduite des pensées de ce chapitre une nouvelle saisie des idées physiocratiques. Comme je l'ai déjà dit, l'activité économique signifie amener ce que sont les produits de l'économie, c'est-à-dire les prestations des êtres humains à l'échange entre eux, et cet échange s'exprime dans la formation de prix.

13 - voir page 31 : "La distinction entre ...".

18

Ce qui se joue entre l'acheteur et le vendeur, c'est ce après quoi vise/cible finalement toute pensée sur l'économie de chaque humain impartial. Tout d'abord, ce doit être la création de valeur, et alors la formation de prix dont il s'agit pour la compréhension des contextes/pendants économiques, car dans le prix culmine tout ce qui est en fait actif dans l'économie de peuple ou dans l'économie mondiale en termes d'impulsions et de forces. Que l'on n'a pas à reconduire la formation de prix sur quelque chose d'indéterminé peut être envisagé quand justement on reconduit tout, dans le processus économique, jusqu'au rapport de valeur qui est apporté par le travail, se déroulant immédiatement à la nature, par rapport au nombre de la population à la base de nature utile nécessaire pour ses conditions de vie. Ce rapport de valeur, résultat du plus grand travail corporel possible au sens d'économie de peuple, constitue la mesure. Car tout travail qui peut être fourni dépend du nombre de la population, et tout ce avec quoi ce travail peut se lier, vient du sol. En cela, c'est entièrement insignifiant pour la représentation de la valeur avec quelle sorte de détails de la nature – sur la base de quelles données de la nature ou de la culture aussi toujours – le travail se lie.

Naturellement, il n'y a ni travail « purement » corporel (manuel) ni « purement » spirituel au sens de l'économie de peuple. Les deux principes de la formation de valeur, qui se rejoignent dans l'activité d'économie de peuple, doivent néanmoins être saisis en pensée chacun pour soi. On ne peut pas dire que la valeur des prestations est dévaluée par ce que l'organisation intelligente du travail débarrasse rationnellement de travail corporel, mais elle est, exprimée en argent, toujours de plus en plus réduite en termes/mesure de chiffres à une moindre chose, on aimerait dire : divisée vers en bas. Dans l'interaction/la collaboration entre tout ce qui est élaboration du sol et ce qui se passe du côté spirituel, repose quelque chose qui se compense réciproquement selon l'économie de peuple. Le système d'argent/monétaire, qui est décrit dans le chapitre « La création d'argent/de monnaie », saisi les deux formations de valeur et rend possible le transfert compensatoire de l'excédent de la production du sol dans le domaine du travail spirituel.

La valeur de l'ensemble des prestations d'économie de peuple (produit social) doit donc toujours rester la même en terme de nombre pour un nombre de population constant, car la valeur des prestations supplémentaires générées sur la base du travail spirituel se compense avec la valeur des autres prestations par lesquelles a été épargné du travail corporel.



Si nous décrivons la part de valeur de la prestation de l'individu à la valeur totale des prestations d'économie de peuple en tant que ratio/quota social, nous pouvons dire : 2
1

La valeur de la prestation de l'individu comprend : l'exigence subjective qu'il obtienne 2
pour sa prestation autant en retour/en contre-valeur qu'il a besoin pour satisfaire ses be- 2
soins et ceux de ses proches jusqu'à la production d'une prestation de même valeur.

Cette exigence subjective fera d'autant plus l'expérience de son « objectivation » que la 2
valeur de la prestation de l'individu s'approche de la somme des parts de valeur aux ratios 3
sociaux restant qui lui sont attribuables/échoient. Naturellement, la vie n'est aucun
mécanisme, et l'individu satisfera volontiers à peine ses besoins exactement pro-
portionnellement des quotas sociaux restants. Comment l'équilibre sensible en
mesure de valeur des quotas sociaux peut toujours être de nouveau approché
dans le cas de changements continuels de la demande et de la production est dé-
crit au chapitre VII, page 38 sur le principe d'association ¹⁴.

14 - voir illustrations et tableaux, image 6.

19

Dans le passage de la figure 4 à la figure 5, chapitre IX, devient évident comment les 2
valeurs attribuables/échues aux spirituellement actifs, respectivement purs 4
consommateurs, qui sont basées sur les prestations produites à la nature par des
moyens de production (y compris le sol), sont d'abord intégrées dans les quotas
sociaux réalisés par les travaillant corporellement, desquels elles forment ensuite
comme cadeau/donation, les quotas sociaux des personnes dépendant de don/de
donation. L'équivalent monétaire/la contre-valeur en argent du quota social ap-
paraît dans les images sous forme d'Unité de Compte/Calcul (UC).

20

III Le rôle de l'agriculture ¹⁶

La formation de capital

Précisons encore une fois ce que nous pouvons considérer comme une 'polarité 0
inverse' ¹⁷ : d'un côté, nous avons un travail corporel à la nature, qui produit des 1
valeurs ; de l'autre côté, nous avons des prestations spirituelles, dont la valeur
correspond au travail corporel que le producteur épargne – n'a plus besoin de
fournir. Nous avons donc à faire avec de deux courants opposés qui reposent sur
deux formations opposées de valeurs et cherchent une compensation.

L'organisation intelligente du travail conduit à une division du travail. La division 0
du travail a un effet de rationalisation ou, exprimé autrement, promoteur de la 2
productivité. La rationalisation ou le progrès de la productivité est pensable en ce
qu'avec la même mise en œuvre de travail plus, ou avec moins de mise en œuvre
de travail (mesurée au temps) autant sera produit. Partons de ce dernier avec
pour but d'avoir une vue d'ensemble plus simple. Nous supposons un ordre éco-
nomique agricole encore primitif, par exemple à une époque où il n'y aurait pas
eu d'autres moyens pour les travailleurs agricoles que de se rendre à leur lieu de
travail à pied. Si une rationalisation est réalisée par une organisation du travail
ou une invention, par exemple celle de la voiture, de sorte que la même quantité
de marchandises est produite avec moins de mise en œuvre de travail, une



épargne de travail se donnent dans le compte des résultats- dans notre cas, celui de la production du sol. Étant donné que nous adoptons une *approche d'ensemble de l'économie et non une approche d'entreprise particulière*, il est correct de parler d'épargne de travail et non de gain/profit (sinon l'opinion erronée pourrait apparaître qu'il s'agit de ce qui est décrit/désigné comme le gain différentiel dans les manuels d'enseignement). *L'épargne de travail, respectivement l'excédent de production, obtiennent donc un sens seulement s'ils sont transposés à une autre activité pour l'exercice de laquelle ils sont prêtés ou donnés.* Sans quoi, un progrès de la productivité conduirait seulement à une réduction du temps de travail pour éviter le travail inutile et la surproduction.

L'épargne de travail signifie que des humains peuvent être libérés de la production du sol soit pour des activités entrepreneuriales - dans notre exemple, le transport - ou spirituelles. Dans le bilan, outre le facteur travail capitalisé plus faible, l'épargne de travail apparaît comme « caisse », donc comme capital monétaire/en argent qui peut être utilisé pour des prêts, respectivement dans notre cas, ce avec quoi l'inventeur de la voiture et entrepreneur de transport a une activité économique.

Qu'est-ce qui ressort de notre exemple ?

Premièrement que, comme déjà évoqué, l'organisation "intelligente" du travail sépare en membres, divise/partage celui-ci ; que l'organisation du travail par l'esprit inventif conduit à une épargne de travail immédiat à la nature.

16 - voir Illustrations et tableaux, figure 7.

17 - Opposition interdépendante agissant simultanément, dont l'un des côtés doit être compris comme l'inversion (renversement) de l'autre.

21

Ce que, dans notre exemple, chacun a fait avant pour lui seul se fait après l'invention de la voiture en collaboration avec son inventeur. Le travail est partagé/divisé : l'inventeur de la voiture n'accomplit plus aucun travail immédiat à la nature, mais prend en charge le transport. Il est payé pour cela par les utilisateurs de la voiture. La voiture est un capital. Le capital apparaît par la division du travail en tant que travail rationnel au moyen de l'esprit. Et plus le travail est rationalisé par l'esprit plus la formation de capital progresse, plus la formation de capital est plus haute, d'autant plus le travail se détache de sa liaison *immédiate* avec la nature. Ce processus d'émancipation trouve sa culmination dans ce que le particulier du travail, son objet, disparaît et devient seulement encore organisé.

Le médium qui porte en soi ce processus d'abstraction est l'argent. Il se comporte comme un abstractum par rapport au particulier qui existe dans l'économie de peuple en tant que capital sous forme de moyens de production. Il rend possible d'exprimer la valeur qui est dégagée par la division du travail et qui peut être transférée de l'une sur l'autre. L'argent rend à nouveau possible, que l'esprit peut intervenir dans le processus d'économie de peuple. *La division du travail et la formation de capital appellent à un système monétaire, parce que cela rend possible le transfert de valeurs de leur composition inventive à de nouveaux moyens de production et de nouvelles valeurs. L'économie monétaire apparaît comme un phénomène d'accompagne-*



ment de la formation de capital.

Deuxièmement, le fait important d'économie de peuple devient évident que seul le 0
surplus/l'excédent du travail à la nature rend possible un éloignement de la 3
culture directe du sol, ce qui est le cas dans l'activité industrielle ou spirituelle
(inventive, doctorale). Cela signifie que *tout l'industrialisme travaille avec une atti-*
tude passive/un passivum vis-à-vis de la production du sol, que le sous-bilan de la produc-
tion industrielle est couvert par le surplus/l'excédent de la production du sol.

L'aperçu suivant correspondant à un bilan revêt une signification didactique au stade 0
1 ; car l'introduction d'un système monétaire gagne en premier une réalité quand 4
sera dégagé économiquement en sus de la production primaire au sol, c'est-à-dire
que le travail s'émancipe de la base de nature, ce qui est synonyme de l'appari-
tion de capital.

22

BILAN			
ACTIF		PASSIF	
STADE 1 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée	a	CREDIT (de la banque à billets/centrale)	a
STADE 2 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée	a	CREDIT (de la banque à billets/centrale)	a
FORMATION DE CAPITAL: CAISSE (= épargne de travail)	b		
STADE 3 PRODUCTION DU SOL Somme de travail activée	a-b	CREDIT (de la banque à billets/centrale)	a
DEBITEUR (voir sous-bilan)	b		

SOUS-BILAN			
de la production industrielle & des services			

Moyens de production industriels & entreprises de services	b	CREDIT du côté de la production du sol	b

L'industrie recevra en permanence des bénéfices/rendements de la transforma- 0
tion directe des bases de nature. L'industrie peut certes livrer des biens de capital 5
à la culture du sol, mais elle ne peut pas s'approvisionner elle-même en capital
(émancipation du travail de la base naturelle), sinon elle serait comme un Munch-
hausen qui se soulève par sa propre touffe de cheveux. Parce qu'aujourd'hui le
capital sous forme de moyens de production, peut être acheté et vendu, donc né-
gocié, il sera caché qu'à l'industrie est constamment crédité l'excédent de la pro-
duction des sols (sans que ce crédit soit immédiatement soumis à un intérêt
évident ¹⁸). L'incompréhension pour ce fait provient aussi du jugement critique
de la multiplication actuelle de la monnaie dans le chapitre « La création de mon-
naie/d'argent », qui conduit de manière grotesque à l'opinion inverse, actuelle-
ment courante, que l'industrie entretiendrait l'agriculture.

Aussi loin que l'industrie de son côté ne peut plus absorber le capital mis à sa dis- 0
position par la production des sols, il devrait être utilisé/consommé comme do- 6
nation dans le secteur de l'éducation et de la culture. Aujourd'hui, le capital excé-
dentaire coule dans le foncier sous forme d'hypothèques, dont le prix tend par
cela à augmenter constamment.

18 - Voir aussi à ce sujet la page 36 "Ce qui existe aujourd'hui comme problème d'intérêt ...".

23

Par l'augmentation des loyers pour fonds et sols, le niveau général augmente en- 0



suite le niveau général des prix en conséquence. De cette manière, cela peut en 6
venir à ce que même des pays hautement industrialisés, avec des excédents de ca-
pitaux élevés, ne pourraient plus prétendre en termes de prix vis-à-vis des pays
sous-développés.

Les pays dits sous-développés donnent un exemple de comment la production des 0
sols ne vient pas en situation de financer une industrie aujourd'hui. Dans l'idée de 7
construire de propres industries aux coûts de l'agriculture, les prix agricoles sont
maintenus bas étatique. Cette politique de prix a cependant pour consé-
quence qu'il n'existe finalement ni une industrie propre financièrement indépen-
dante de l'étranger ni une agriculture saine. Car, les prix agricoles compressés ne
permettent pas de générer un excédent à partir duquel l'industrie pourrait être
financée. Au contraire, il y a le danger que l'agriculteur produise seulement en-
core pour le besoin propre et que restent simplement les latifundia qui exportent
et profitent des prix du marché mondial comme entreprises amenant des gains.

Les produits industriels, en tant que productions dépendant de la volonté hu- 0
maine, peuvent être multipliés à volonté, tant en quantité qu'en qualité. Le prix 8
des produits industriels particulier aura donc tendance à sombrer en fonction du
degré de rationalité de la production/fabrication. L'agriculture aussi rationalise
et produit par cela moins cher. Cela se passe aujourd'hui à grande échelle, avant
tout dans les pays industrialisés, et en principe, il n'y a rien à objecter à cela.
L'agriculture est cependant conditionnée par le système sur le meilleur chemin
de se placer faussement dans la vie de l'économie et de se ruiner (*aussi loin qu'elle
sera orientée vers la ruine conformément aux explications sur l'actuelle multiplication de
l'argent à la page 67*) :

Lorsqu'il s'agit d'acquérir de l'argent, il règne dans l'industrie une complète in- 0
différence non seulement vis-à-vis de la manière du travail, mais en tout cas vis- 9
à-vis du produit du travail, vis-à-vis de ce qui sera travaillé. *L'agriculture n'a la per-
mission ni ne peut reprendre cette façon de la manière de penser industrielle. Car l'agricul-
ture n'a pas comme l'industrie, la possibilité de se tourner vers des produits toujours nou-
veaux, d'élargir la gamme de ses produits à volonté, bref d'être indifférente à ce qu'elle
produit.* Sous les conditions actuelles /rapports actuels, elle est cependant
contrainte de stabiliser son revenu par la quantité de biens produits, pour des rai-
sons de rentabilité et en concurrence avec l'industrie. C'est pourquoi sa produc-
tion s'oriente à des biens qui peuvent être produits de la manière la plus ration-
nelle en termes quantitatifs. Par cela, l'agriculture entre de plus en plus dans la
surproduction, ce qui conduit à un faux rapport des prix entre les produits agri-
coles et industriels. Cela signifie qu'aujourd'hui, l'agriculture fait cadeau en per-
manence de valeurs à l'industrie et que le travailleur agricole obtient un revenu
inférieur à celui du travailleur industriel. La demande/l'exigence de revenus pari-
itaires est satisfaite après coup par l'État en retirant ce « don/cadeau » de l'agri-
culture à l'industrie par le biais d'impôts afin de le restituer/le donner en retour
à l'agriculture pour sa préservation sous forme de subventions. Les impôts sont
aussi des cadeaux/dons, mais seulement de façon contrainte. Aussi loin que l'État
garantit les prix, il pousse l'agriculture à des augmentations de production sup-
plémentaires. C'est donc un cercle vicieux ! De telles subventions ont l'inconvé-
nient de se référer en règle générale aux produits les plus rationnellement obte-
nus,



mais dont il y a déjà trop, par exemple les céréales, le lait, la viande. Ces derniers temps, le fisc emprunte le chemin de payer à l'agriculture une rente dépourvue de prestation plutôt que des subventions de produits à titre de compensation des revenus.

C'est là que le problème de l'équilibre entre l'industrie et l'agriculture, qui est extrêmement significatif aujourd'hui, mais aussi difficile, devient clair. Ce n'est que si ce qui, selon nos thèses, ne peut pas être réellement des marchandises, notamment le sol, la force humaine de travail tout comme l'argent, cesse d'être des marchandises et donc facteur de coûts pour la formation de prix, conformément à nos explications sur la base de la formation de valeur et le revenu originel entre les prix agricoles et industriels, qu'un rapport se forme dans lequel les dépenses nécessaires pour la production d'un produit industriel correspondent au surplus agricole nécessaire ou aux épargnes de travail atteintes là.

À comment maintenant le bilan entre l'industrie et les prestations de services, d'un côté, tout comme la production des sols, de l'autre côté, se laisse déterminer numériquement/en mesure de chiffres dans la pratique, il sera répondu dans le chapitre sur le principe associatif après le traitement de la création monétaire/d'argent.

IV. Partage/division du travail et capital

Disposition sur le capital

La récente vie de l'économie fondée sur la division du travail se compose de trois éléments : ce que la nature abandonne, ce que le travail humain crée et ce qui est fourni par le capital (comme moyen de production et capital entrepreneurial). Au lieu d'envisager que le processus moderne de production, par sa perfection technique, exige l'initiative et la faculté de l'individu - à cause de cela exige aussi la possibilité que l'individu, le capable, dispose de capital et puisse en conduire le processus de production à partir de son initiative - des efforts sont faits en de nombreux endroits pour remplacer l'initiative de l'individu par une collectivité abstraite.

Le capital apparaît comme un phénomène d'accompagnement de la division du travail. Par elle, les processus de travail qu'on a d'abord exécuté immédiatement à la nature sont organisés grâce à des facultés spirituelles et des connaissances. Le capitalisme se développant maintenant montre que l'organiser prend toujours moins en considération la spécificité/particularité de la substance naturelle ou de la sorte de travail. Extérieurement, la valeur résultant du travail organisé par l'esprit trouve son expression dans l'argent. Ainsi, l'économie monétaire apparaît comme un phénomène d'accompagnement du capitalisme, et avec cela son indépendance du capital est atteinte. L'esprit inventif de l'humain, à éveiller, peut travailler avec ce capital, qui est devenu libre par le travail épargné.

Maintenant, l'économie monétaire se mélange facilement actuellement avec le capitalisme comme cela devrait être compris à partir des explications suivantes.



Cela tient à ce que les points de vue du capitalisme *monétaire* sont tirés sur toutes les conditions sociales/rapports sociaux, c'est-à-dire que pour celui qui n'est intéressé que par l'acquisition ou la gestion d'une certaine somme d'argent, est entièrement indifférent si cette somme d'argent se tient pour fonds et sols, des moyens de production ou des biens de consommation. Il s'agit seulement que l'on reçoive une certaine somme d'argent pour quelque chose, respectivement que, si on l'a, elle finisse par se multiplier, porter des intérêts, peu importe par quoi.

Le capitalisme, tel qu'il est fondé *ici*, devrait rendre possible que celui qui en est capable dispose de capital en forme de moyens de production ou d'argent, mais tout de suite à cause de cela peut développer une relation à la production. Il ne devrait rester lié aux moyens de production que tant qu'il peut utiliser ses facultés au service de la production. Dans la mesure où la faculté est quelque chose d'individuel, une seule personne ou un seul groupe de personnes peut être chargé de l'activité entrepreneuriale. L'activité entrepreneuriale est nécessairement liée à la libre disposition sur du capital, indépendamment qui en est propriétaire d'après des concepts formels juridiques. Il s'agit de qui dispose en fait du capital, et dans une économie « socialiste », ce sera fatalement le bigwig/le bonze de parti. C'est seulement, si l'État entre dans la gestion/l'administration des moyens de production, qu'existe le danger que la production soit régulée d'après le besoin disponible, de sorte qu'à la production ne sera donnée aucune initiative et le besoin amené à la stagnation. Par exemple, quelqu'un devrait découvrir à quel point la demande d'avions à réaction était forte en 1920 ! La demande est générée/produite et transformée par le processus culturel !

26

L'exigence justifiée que la production ne soit pas destinée à la maximisation du capital monétaire, mais à la consommation de la collectivité ne doit pas conduire à la conclusion que les moyens de production doivent être convertis en propriété commune. Il est beaucoup plus exact que ce qui a été produit par l'efficacité individuelle doit plutôt être fourni à la collectivité par l'intermédiaire d'institutions appropriées. De cette façon, on arrivera au concept de propriété *temporaire limitée et tournante* comme nouvelle forme de propriété¹⁹, ce qui signifie que les moyens de production ne sont liés à une personne ou à un groupe de personnes qu'aussi longtemps que les capacités de ces personnes le justifient. Au lieu de la possession anonyme d'actions, la possession directe des moyens de production est recherchée sur la base de la capacité et de l'efficacité.

Qu'en est-il maintenant de la propriété aux fonds et sols, dont une partie est utilisée à des fins agricoles, une autre à des fins commerciales et une autre à des fins résidentielles ? Le sol en tant que tel, parce qu'il est produit par le travail ni corporel ni spirituel, ne représente pas une marchandise à vendre/vendable. Les bâtiments utilisés à des fins agricoles, les machines et les animaux, ainsi que les équipements et les machines pour la production industrielle et les services, une fois construits et mis en service, font partie intégrante du moyen de production avec le sol sur lequel ils se trouvent, et ne sont donc plus des biens d'utilisation négociables.

Le transfert de moyens de production (y compris fonds et sols) est un acte purement juridique et non un acte économique. Dans le processus de circulation éco-



nomique des marchandises que l'on peut acheter, fonds et sols ne le seront absolument pas et les moyens de production produits le seront seulement aussi longtemps qu'ils seront produits jusqu'à ce qu'ils soient prêts et passent à leur destination. Le problème de leur financement sera traité dans ce qui suit en pendant avec la création de monnaie/d'argent.

La manière dont quelqu'un entre en possession de terres non utilisées à des fins 0 commerciales dans les nouvelles conditions légales et monétaires est traitée dans 8 le dernier chapitre en relation avec le membrement de l'État.

De la continuité devra régner dans la nomination de personnes compétentes en 0 tant que chefs d'entreprise, c'est-à-dire que les entrepreneurs devront nommer 9 eux-mêmes leurs successeurs d'après les possibilités. Cela peut aussi être leurs descendants sous circonstances ; en agriculture, ils le seront même toujours, parce que là les compétences et les connaissances sont pendant à l'être-lié-au-sol.

Étant donné que la gestion repose sur l'ingéniosité, la compétence et l'efficacité 1 individuelles, la nomination d'un ou de plusieurs gestionnaires ne sera pas fondée 0 sur le principe démocratique d'une élection par le personnel. La gestion comporte trois aspects :

- la faculté et l'initiative de fabriquer un produit sont la manifestation du système 1 d'éducation ; 1
- les conditions de travail de l'entreprise sont prescrites par le droit ;
- les facteurs économiques réels forment l'écoulement/le chiffre d'affaires et le calcul de prix de la direction d'entreprise.

19 - Cette forme de propriété était déjà réalisée dans le fidéicommiss, mais uniquement en ce qui concerne fond et sol

27

Au cas où les entrepreneurs n'auront pas nommé leurs successeurs, l'association 1 ²⁰ concernée sera responsable de la nomination par l'entremise du secteur cultu- 2 rel et éducatif. Un congédiement se tiendrait ouvert pour la même instance par les chemins de droit.

Le dédommagement pour les prestations entrepreneuriales se tiendra en relation 1 à l'augmentation ou à la diminution du capital. 3



V. Capital - Travail - Revenu

L'ordre social de l'ancien droit féodal reposait sur la prise en possession du sol. En 0
lui, les prestations (résultats du travail) étaient distribuées parmi les humains par 1
des donations forcées aux possesseurs du sol selon leurs privilèges. Tout était poussé
dans la sphère de droit. Le marché moderne s'est introduit à la place du droit féodal.
Régulé par l'offre et la demande, cette économie de marché impose à tout le caract-
tère de marchandise, et avec cela apparaissent en lui aussi le capital, qui va de main
en main, de société en société, la force humaine de travail, qui se tient dans le rap-
port de salaire, et dans la même mesure les prestations du travail comme marchan-
dises. *Avec capital et salaire comme marchandise, toute formation de prix est fondée sur la
lutte de concurrence et le ratio/rapport de rentabilité entre les deux.* À la place des anciens
privilèges s'est introduit le pouvoir économique et à la place des classes, l'antago-
nisme entre capital et salaire. Ce qui signifiait autrefois le servage est aujourd'hui at-
teint par l'endettement et la dépendance salariale.

Aussi longtemps que le capital sous forme de moyens de production (ce à quoi est 0
aussi à compter le sol) peut être marchandise et propriétés privées au même sens 2
que des biens de consommation, et que le travail sera acheté comme une marchan-
dise, l'impulsion économique consiste à se procurer un revenu le plus haut possible
grâce à la quantité de biens produits. Aussi bien le capital qu'aussi le travail s'efforce-
ront d'acquérir autant qu'ils peuvent presser hors de l'ordre sociétal. Parvenir à une
rémunération/un appointement correct sera tenté par une monopolisation du tra-
vail, ce par quoi celui-ci, devenu une marchandise et payé comme une marchandise,
doit évidemment toujours s'efforcer d'obtenir un salaire meilleur. Mais pour la for-
mation de prix, le renchérissement de la marchandise travail a tendanciellement la
même fonction inflationniste que la pure multiplication des moyens de circulation
de la monnaie/de l'argent.

Le capital comme marchandise a dans son cortège le travail comme marchandise, 0
tout comme le pôle négatif du magnétisme a le pôle positif. Si, par conséquent, un 3
nouveau concept de capital n'éradique pas en même temps l'ancien concept de sa-
laire, le travail reste dans la vie de l'économie comme une marchandise de la ma-
nière traditionnelle et doit continuer à être payé à partir du capital. C'est pourquoi la
vie sociale est placée dans la compétition/lutte de concurrence entre le salaire et le
capital et est terriblement tyrannisée. Des côtés du capital, existe alors un intérêt à
un certain chômage permanent, de sorte qu'une pression constante pèse tendanciel-
lement sur le côté des dépenses du compte de résultat. Inversement, du côté du tra-
vail, règne un intérêt à une pénurie/raréfaction de l'augmentation de salaire.

20 - voir Chapitre VII : "Le principe d'association".

28

Quand quelqu'un fabrique un produit aujourd'hui, il demande : combien coûte le tra- 0
vail nécessaire à la production ? Si le travail circule comme une marchandise dans le 4
processus économique, le prix du travail dépend du prix des produits lorsque la si-
tuation de conjoncture est mauvaise ; lorsque la situation de conjoncture est bonne,
le prix des produits dépend du prix du travail. Par conséquent, les prix des produits
conditionnés par le besoin ne peuvent être amenés *de manière libre* en consensus avec
les revenus.



Si on se représente le revenu du travail immédiatement couplé à la recette de la 0
prestation et dépendant d'elle, on arrive en dehors de cela à l'impasse concep- 5
tuelle suivante :

La formation en technique et en organisation dans nos universités, en consé- 0
quence de son application pratique, conduit à ce que toujours plus d'humains 6
soient libérés du processus de travail ou, comme on le dit aussi aujourd'hui, déga-
gés par rationalisation. Cette évolution sera donc au fond recherchée, car elle si-
gnifie plus de temps libre pour l'individu, et agir contre elle irait à abolir l'esprit
humain et nos universités. Mais si les machines produisaient tout et qu'avec cela
était atteinte une situation supposée idéale pour les êtres humains, selon la façon
actuelle de voir, les humains mourraient de faim, car, exclus de la production de
biens, ils ne viendraient à aucun encaissement. Que ce ne leur soit pas ainsi re-
pose en ce que l'État « social » moderne détourne au moins une partie de
l'épargne de travail (qui peut être exprimée en argent) qui a été générée par la ra-
tionalisation et venant au profit du « capital », afin de la redistribuer sous forme
de soutien aux chômeurs, ce par quoi apparaît du revenu.

Comment l'économie actuelle tente-t-elle de faire face au danger supposé de 0
perte de revenus et de chômage ? Par la stimulation de la consommation, du tra- 7
vail devrait être promu pour créer la possibilité de parvenir à des revenus. C'est-
à-dire qu'il doit être consommé – nécessaire ou non – afin de créer du travail –
nécessaire ou non – qui mène à un revenu. Et des revenus doivent être créés afin
que soit consommé. Avec cela nous sommes entrés dans une « économie de gas-
pillage » dans laquelle la bonne qualité du produire disparaît et la nature (l'écolo-
gie) tout comme la force humaine le travail sont inutilement épuisées. L'être hu-
main devient une machine de consommation et de travail.

Si l'humain d'aujourd'hui ne parvient pas à se représenter la valeur d'économie 0
de peuple d'une prestation *séparée* du travail, il continuera à être condamné au 8
travail *inutile* et à la surproduction. Tout de suite ce dont il s'agira à l'avenir, entre
autres, c'est d'envisager que l'argent équivalent aux prestations gagnées « auto-
matiquement » à partir des facultés spirituelles, c'est-à-dire par épargne de tra-
vail corporel, doit circuler, comme donation ²¹. Cela se pratique déjà aujourd'hui
avec le soutien aux chômeurs, mais sous la forme d'un paiement de rente *dépour-
vu de prestations*, dans le seul souci de créer une demande pour la machinerie éco-
nomique. Car le producteur a donc besoin d'un consommateur qui dispose d'un
pouvoir d'achat.

Le travail inutile existe caché dans des programmes de création d'emplois pour 0
procurer des revenus, mais aussi, sous circonstances, dans des exportations su- 9
perflues, dont les recettes sont irrémédiablement autofinancées par une fausse
structure internationale des prix ou par le partenaire commercial quand il fac-
ture dans cette devise, qui sera « acquittée » » – c'est-à-dire dévalué – au moyen
de l'inflation dans le pays/à l'intérieur et dévaluation de la devise vis-à-vis de
l'extérieur/des pays étrangers.

21 - voir page 34 : "Le capital monétaire libéré, c'est ...".

La publicité/la réclame, aussi loin qu'elle n'indique pas purement sur la disponi- 0
bilité de produits, peut valoir comme un exemple de l'aspect malsain de la vie ac- 9



tuelle de l'économie, à savoir la création de besoins par un processus proprement économique, au lieu de les laisser s'exprimer uniquement à partir du développement de l'humanité, du processus culturel.

En termes d'économie de peuple, le travail *pour soi* ne vient pas du tout en considération ; car il ne représente aucune valeur en tant que telle. Le résultat du travail sera rémunéré, et seul cela est saisissable selon l'économie de peuple. Le travail est une *question de droit* selon sa sorte et son temps. Au processus d'économie de peuple revient la régulation de l'évaluation mutuelle/réciproque des marchandises, combien l'un doit recevoir des prestations de l'autre pour ses prestations. La question après la restitution de la force de travail, après le dédommagement de ce qui est consommé à l'organisme humain par le travail, en est dans tous les cas une question physiologique, à savoir celle de l'équivalent en chaleur, mais pas une question d'économie de peuple.

À la place de l'ancien concept de salaire doit venir la vue qu'il peut s'agir selon l'économie de peuple seulement de la répartition du résultat du travail. En réalité, une discussion a déjà lieu aujourd'hui sur la répartition de la recette – mais cachée ; car aussi paradoxal que cela se comporte, *il n'y a en fait pas de salaire comme paiement du travail, seulement la répartition de la recette/du produit du résultat du travail.*

Tout comme les marchandises dans la circulation ou bien, exprimé autrement, sur le marché s'évaluent/se valorisent réciproquement et obtiennent leurs prix (côté économique), les humains estiment leurs appointements/émoluments entre eux (côté juridique).

Comme ligne directrice économique pour le revenu nominal revenant à chaque individu, vaut le quotient de la division du revenu primordial/originel par le nombre de la population. Selon nos explications à la page 17, ce revenu originel correspond en valeur à la production originelle tout comme en nombre à la création monétaire décrite dans le chapitre suivant.

Si on prend en compte ce qui s'ajoute à la production originelle (le résultat du travail corporel) à partir du travail spirituel, on peut décrire, en mesure de la valeur, ce qui revient à l'individu comme un quotient obtenu de la division de la rente foncière ²² par le nombre de la population.

La mesure de chaque formation de prix est la production primordiale/originelle ²³, la mesure du revenu est le revenu primordial/originel. En mesure de valeur, la production primordiale et le revenu primordial correspondent l'un à l'autre. Tout de suite parce qu'ils le font et parce que la mesure pour les prix des prestations et pour les revenus est donnée dans les deux grandeurs initiales/de début, les prix des prestations, libres et non chargés des coûts dits du travail, peuvent et devraient fluctuer les uns par rapport aux autres d'après les besoins. Les besoins détermineront si une marchandise, pour la production de laquelle beaucoup de travail est à utiliser, est bon marché ou, au cas où peu de travail est nécessaire, plus chère ²⁴ sous circonstances. Naturellement, on peut dire que les dépenses se tenant face aux recettes de marchandises se décomposent toujours dans des revenus et, pour autang, les revenus sont toujours conforme aux prix obtenus/visés.

²² - Ici, il s'agit du rendement du sol en tenant compte de la productivité, et non du prix de l'utilisation du sol.



Mais ce dont il s'agit et ce en quoi repose le problème, c'est que toutes les presta- 1
tions effectuées, y compris les prestations spirituelles, correspondent et satisfont 5
²⁵ autant que possible à tous les besoins qui se manifestent par la génération/forma-
tion de revenus et la fixation/formation des prix conformément aux lignes
d'orientation décrites dans le chapitre sur le principe d'association. Dans le cha-
pitre sur le principe d'association sera décrit comment les prix des prestations
réalisées doivent être amenés en corrélation avec les revenus particuliers.

La distinction entre la détermination juridique et économique du revenu devrait 1
rendre clair qu'un principe égalitaire/niveleur ne vaut pas dès le départ. La rétri- 6
bution uniforme selon les lignes d'orientation sur le revenu vaudrait seulement/
uniquement pour ou lors de travail purement corporel. Toutefois, parce que
chaque poste exige une prestation spirituelle spécifique, se donnent des dévia-
tions de la grandeur d'orientation nominale, aussi bien vers en haut que vers en
bas. Cependant, les revenus inférieurs à ce niveau participent à l'augmentation
du pouvoir d'achat en raison de l'effet de rationalisation, de sorte qu'en termes de
pouvoir d'achat, ils dépassent largement le potentiel minimum de la grandeur
d'orientation caractérisée à la page 16/17. L'entrepreneuriat est ancré dans la vie
spirituelle ou culturelle ²⁶. Afin de lui garantir l'espace de liberté nécessaire, cela
exige une rétribution/des honoraires en plus.

25 - voir page 19 : "Cette exigence subjective...".

26 - voir Chapitre VIII "L'articulation de l'État...".

VI. La création d'argent

Image du présent

L'une des questions les plus importantes sur le chemin d'un assainissement éco- 0
nomique est celle après la création de monnaie, que l'on se crée de la clarté sur ce 1
que devraient être les critères pour l'émission de monnaie (billets de banque et
argent de compte). Aujourd'hui, pour les banques centrales (= banques à billets),
il s'agit essentiellement des critères suivants : or, devises, crédits (crédits lom-
bards, crédits(/lettres ?) de change) et papiers-valeur/titres.

Actifs	Passifs
Or	Billets de banque
Devises	Soldes créditeurs
Titres	
Prêts	
Change	

Depuis l'abolition de l'étalon-or (standard or des devises) en 1971, l'or et les de- 0
vises ne jouent plus aucun rôle en théorie. En principe, il n'y a plus, au sein d'une 2



zone monétaire, d'influences extérieures qui influencent la masse monétaire, c'est-à-dire que chaque banque centrale a le contrôle exclusif de la masse monétaire. Toutefois, pour des raisons de politique commerciale et monétaire, presque toutes les banques centrales interviennent sur le marché des changes, de sorte que des devises influencent quand même encore la masse monétaire.

Maintenant, les banques centrales – du moins celles des états industrialisés les plus importants – s'efforcent d'orienter la masse monétaire en fonction de l'évolution du Produit National Brut/produit social brut, ce qui est possible d'après des points de vue statistiques. Un pendant interne contraignant entre la consommation, respectivement la production, d'un côté, et la masse monétaire, de l'autre côté, n'est pas défini.

Mais en même temps, les banques centrales essaient de mener la politique de conjoncture par le biais de la masse monétaire, c'est-à-dire de surmonter un marasme économique par une expansion de la masse monétaire ou de ralentir une surconjoncture ayant des effets inflationnistes par une contraction de la masse monétaire. L'expansion de l'argent/monétaire pour vivifier la conjoncture survient pour des raisons de politique de l'emploi ; « l'économie de gaspillage » trouve, comme déjà décrit dans le paragraphe « Capital – Travail – Revenu », sa justification dans la génération de revenus.

Image prospective

Jusqu'à présent, nos remarques sur la formation de capital et de prix ont montré que dans une économie capitaliste basée sur la division du travail, la monnaie devrait avoir la fonction d'un moyen d'échange pour les prestations de toutes sortes et, pour ainsi dire, posséder le caractère d'une comptabilité des prestations économiques tout comme des revenus. *Pour que, dans le système monétaire, se reflète la formation des prix à partir de la production originelle conformément à notre formule de prix, la création de monnaie doit partir de la formation de la valeur, qui est donnée par le rapport entre la population de la zone monétaire/de devise*

32

concernée et la superficie des terres utilisables respectivement nécessaires. Cette création de valeur correspond à la production initiale que nous avons décrite dans le chapitre sur la base de la

création de valeur, qui est identique à l'« investissement de travail activé au foncier » décrit dans la *vue d'ensemble du bilan à la page 27* sous le stade 1. Exprimée en chiffres, cette valeur à déterminer correspond au revenu originel ²⁷ et il doit former la « base monétaire », la base de la masse monétaire des billets et des comptes.

C'est le facteur décisif dans la création d'une telle monnaie : *en assimilant la masse monétaire (base monétaire) à la production primordiale/originelle, celle-ci est transférée de l'abstrait au concret évaluable et la monnaie à la comptabilisation des prestations et des revenus.* Cette comptabilité saisit en chiffres le crédit permanent de l'agriculture aux secteurs économiques restants, dont le montant est variable, conformément au transfert du poste « Débiteur » du côté de l'actif au poste « Crédit pour moyens industriels de production et entreprise de prestation de services » au côté passif



sous le *stade 3* dans le « Bilan » à la page 27 et le rend transparent.

Une valeur *mesurable* d'économie de peuple peut seulement se donner là où le travail se lie immédiatement avec la nature. Même si aujourd'hui le *travail corporel*, même immédiatement à la nature, donc là où il a son origine, à savoir dans la production des sols, n'apparaît plus aussi clairement tout de suite à cause de la *mécanisation*, il constitue cependant la base de départ d'une *estimation/mesure positive de la valeur* tant qu'il ne sera pas dégagé/débarrassé comme rationalisé sans reste/totalement/entièrement.

Aussi loin que le travail s'émancipe du lien immédiat avec la base de nature, c'est-à-dire que le travail corporel passe au *travail spirituel*, la valeur qui en résulte peut seulement être saisie comme *une valeur négative*, à savoir combien de travail corporel a été *épargné* pour sa production. Le travail spirituel au sens d'économie de peuple élimine le travail corporel ; néanmoins il conduit en principe à une augmentation des prestations mesurées positivement, seulement que sa valeur, exprimée numériquement en argent, se réduit de plus en plus à une valeur inférieure/moindre.

Vu de la production des sols, en rapport à la mise à disposition de capital jusqu'à la prise en exploitation de moyens de production, c'est la même chose si survient la mise à disposition pour l'établissement d'une nouvelle entreprise ou le financement du secteur éducatif et culturel, respectivement de purs consommateurs.

La mise à disposition en faveur de l'établissement d'un moyen de production artificiel auquel du travail corporel est fourni, peut être maintenue par ce dernier, en ce que le travail corporel au moyen artificiel de production est à nouveau « intelligemment organisé ». Si du travail se lie avec des moyens de production pour la production de prestations à partir de la nature (biens), ce sont des prestations à mesure/estimation positive de valeur; si du travail se lie avec des moyens de production pour la production de prestations à partir de la culture (l'écrivain au crayon, le pianiste au piano), ce sont des prestations à mesure/estimation négative de la valeur. Toujours ce dont l'humain a besoin vient du sol – jusqu'au crayon de l'écrivain, avec lequel cet actif spirituel fait un dernier reste de travail corporel avec cela comme moyen de production.

27 - voir page 17 ainsi que des illustrations et des tableaux Figure 1.

33

L'argent représente des prétentions à des prestations de mesure/d'estimation positive de la valeur – car tout travail se lie avec ce qui vient du sol ; l'humain vit immédiatement de ces résultats de travail et seulement dans le futur des résultats de prestations de mesure/d'estimation négative de la valeur. Actuellement, par exemple, les cours de mathématiques, de physique et de chimie donnés aux jeunes ne peuvent être inclus qu'à l'avenir dans des prestations de mesure/d'estimation positive de la valeur. Étant donné que chaque actif dans l'estimation positive de la valeur porte avec lui un nombre/une quantité de purs consommateurs, respectivement d'actifs dans l'estimation négative de la valeur, une élasticité dans la répartition de revenus est possible.

Au sens étroit, la monnaie est basée sur le moyen de production foncier, au sens



large sur la somme des moyens de production *sur lesquels le travail physique est* 7
fourni. Car les moyens de production artificiels, une fois créés, sont, comme le sol,
à considérer en relation avec le travail ; ils deviennent une « extension » du sol.

La valeur d'un tel argent (ou son pouvoir d'achat) augmente dans la mesure où, 0
dans le processus d'économie, la part du travail spirituel (rationalisation) au sens 8
d'économie de peuple grandit par rapport au travail corporel.

Le processus d'économie de peuple prend son départ de la production des sols. La 0
masse monétaire se modifiera avec le nombre de la population. Chaque être hu- 9
main sera maintenu/entretenu à partir de la production des sols et saisi comp-
tablement par la création d'argent (cela non dans le sens d'un état policier, mais
pour la séparation libératrice du lien direct fatal entre travail et revenu). L'argent
sera à cause de cela limité dans le temps afin de lui garantir sa fonction de moyen
de comptabilité et d'échange ; une thésaurisation sera empêchée.

L'administration de la monnaie ou de la devise sera assurée par une banque cen- 1
trale qui, avec ses succursales, sera la seule banque de la zone de devise et organe 0
d'intégration/intégratif des fonctions d'associations qui sont à décrire dans le
chapitre suivant. Elle créditera le montant créé d'argent sur les comptes privés
des résidents de sa zone monétaire. Les entreprises de production (firmes, entre-
prises individuelles) tiennent des comptes de recettes et de dépenses au cours du
cycle annuel, le compte de recettes devenant le compte de dépenses de l'année
suivante. De cette façon, dans la forme la plus simple, la durée de l'argent en tant
que compte de droits de prestations mutuelles est limitée à un an, au même
rythme que le rythme de l'agriculture et de la comptabilité des entreprises, et la
plus grande transparence possible du système est créée.²⁸

Le capital monétaire, qui est nécessaire comme semence pour la poursuite des 1
opérations économiques, est intégré dans la formation des prix. En outre, des ca- 1
pitaux sont nécessaires pour les nouvelles entreprises respectivement les nou-
veaux investissements. Il est libéré par la rationalisation ; il peut aussi être aug-
menté par un déplacement de la demande. Nous donnons à ce capital la désigna-
tion d'« argent d'emprunt/de prêt » ; cependant, il est clair d'après ce qui suit
qu'il est soumis à une considération plus différenciée qu'aujourd'hui.

Le capital monétaire libéré est aussi ce qui rend possible le financement du sec- 1
teur de la formation et de la culture. En raison de la sorte de son transfert, de sa 2
circulation, un tel capital à fournir à l'ensemble des purs consommateurs a déjà
obtenu la description d'« argent de donation » ailleurs dans la littérature. Avec le
terme « argent de donation » est décrit le gain de rationalisation circulant dans la
zone monétaire, qui d'un côté est obligatoirement écrémé par des moyens fiscaux
et de l'autre côté est transféré par libre convention conditionnée par les besoins à
la vie culturelle, au système de formation et de santé, c'est-à-dire dans sa totalité
pour des prestations de mesure/d'estimation négative de la valeur.

28 - Dans la deuxième partie de ce livre, intitulée "L'avenir de l'argent", on trouve des explications plus
détaillées sur le nouveau système monétaire, qui vont au-delà des principes.

Nous avons vu que toute émancipation du travail de sa base de nature, donc la 1



formation du capital, équivaut à une exemption pour laquelle naturellement un 3
besoin existe fondamentalement. Mais il en ressort aussi clairement que la
contre-prestation pour l'exonération transfère le processus économique vers
l'avenir. Cela signifie *que le processus économique antérieur qui rend possible un futur
est déjà amorti*, que l'argent d'emprunt/de prêt qui met en œuvre la contre-presta-
tion future n'a plus la permission d'être effacé/remboursé comme une dette
sur/par les prix ; il doit être considéré comme de l'argent de donation, car sinon
la formation de prix est/sera faussée. L'accumulation du capital nécessaire pour
rembourser la dette équivaudrait à une rente non voulue, à une rente au mauvais
bénéficiaire. Le financement d'infrastructures, d'installations de production et
d'entreprises de prestations de services n'est pas, à cause de leurs conséquences
sur la formation de prix, à assimiler à des prêts à la consommation à court terme
qui doivent être remboursés.

Rendons-nous-le encore une fois clair : que des argents de prêts ne sont pas à 1
rembourser par une fixation du passé économique, mais ils seront dédommagés 4
par ce qu'ils mettent en œuvre pour l'avenir.

Nous avons expliqué comment la production des sols permet l'exemption pour 1
des activités en dehors d'elle-même dans la mesure où elle permet/autorise 5
l'épargne de travail corporel. Représentons-nous que la production du sol
libère/exempte des humains pour la création d'une usine de production indus-
trielle. Pensons maintenant au processus non pas en termes monétaires, mais
comme un échange de prestations. Tout d'abord, les actifs industriellement sont
entretenus, on pourrait aussi dire leur est avancé, jusqu'à l'achèvement et la prise
en exploitation du moyen de production. Après la prise en exploitation de la pro-
duction, l'échange de prestations commence. L'excédent de production des sols
fourni/produit pour l'exemption peut toujours seulement être payé/effacé par
des prestations produites en dehors de la production des sols. L'excédent lui-
même doit toujours être consommé en dehors de la production des sols. Cette
dernière ne peut donc pas le consommer elle-même ; pour elle, il serait une sur-
production.

Si l'on pense le processus en argent, on capitalise les prestations de la production 1
des sols fournies/produites le temps de l'avance consentie. Ce capital est l'équi- 6
valent du surplus de la production des sols et doit à cause de cela, comme ce sur-
plus lui-même, être consommé en dehors de la production des sols. Mais puisque
le sol circule aujourd'hui comme une marchandise dans l'économie, le « *capital
excédentaire* », comme déjà expliqué à la page 23, cherche, entre autres, un placement
dans le sol. Il se consomme alors certes par le biais de l'augmentation des prix des
sols et des baux, mais avec la conséquence d'un renchérissement général qui en
résulte.

Dans le contexte du système monétaire esquissé ici, il n'y aura pas de création de 1
crédit, telle qu'elle est possible dans le système bancaire actuel. Et cela est essen- 7
tiel au vu des raisons invoquées à la fin de ce chapitre en ce qui concerne l'agri-
culture.

29 - Le total du bilan consolidé de la banque centrale ne doit pas et ne dépassera pas le total de la
création monétaire.



Le capital monétaire obtient le caractère d'une marchandise lorsque l'intérêt lui 1
transmet un prix. Selon que l'offre de capital dépasse ou est inférieure à la de- 8
mande, le taux d'intérêt a tendance à diminuer ou à augmenter. Le niveau d'inté-
rêt se répercute dans les coûts de production et donc dans la structure de prix des
biens. Naturellement, il dépend aussi des prix des marchandises visées si un cer-
tain taux d'intérêt peut être payé ou non au vu de la rentabilité de la production.
Or, le niveau des taux d'intérêt agit exactement à l'opposé, selon qu'un prêt a été
accordé à un producteur (ou à une entreprise) comme crédit personnel ou sur du
foncier (et autres moyens de production sinon) comme crédits hypothécaires ou
réels : des taux d'intérêt baissiers ont pour effet de réduire les coûts de produc-
tion dans le cas des prêts personnels, tandis que dans le cas des prêts hypothé-
caires ou réels, ils rendent l'objet sous-jacent/reposant à la base plus cher, car
avec des coûts d'intérêt baissant, le rendement sur l'objet grimpe pour de mêmes
encaissements et à cause de cela celui-ci peut être capitalisé plus haut afin de dé-
gager toujours encore autant de rendement/bénéfice.

Le caractère marchand des moyens de production, y compris des sols, sera élimi- 1
né en ce que leur circulation sera déplacée de la sphère économique à la sphère 9
juridique ³⁰. Le caractère éventuellement marchand du capital monétaire sera
corrigé en limitant la durée de la circulation de la monnaie. Des intérêts peuvent
être calculés sur l'argent prêté dans le sens de la perception d'une prestation par-
ticulière. Comme l'argent prêté est limité dans le temps, c'est-à-dire qu'il arrive à
échéance, les intérêts ne deviennent pas une rente perpétuelle. En principe, les
intérêts/loyers de l'administration monétaire ne serviront qu'à couvrir les coûts
dans le sens d'une formation associative de prix.

Du point de vue actuel, l'intérêt est considéré comme un facteur de coût pour du 2
capital monétaire au sens de la fonction d'offre et de demande. Les détracteurs/ 0
critiques du taux d'intérêt en viennent maintenant à la conclusion qu'il devrait
être rendu moins cher par la perception permanente d'une redevance respective-
ment d'un intérêt négatif sur les billets de banque et l'argent de compte, car ils se
promettent d'une telle mesure une offre plus élevée de capital monétaire. Mais
qu'effectue-t-on quand on pense que le taux d'intérêt peut être réduit ou même
supprimé en appliquant un taux d'intérêt négatif ? On crée de la demande non à
partir de besoins libres, mais à partir d'un processus propre à l'économie, par une
mesure économique. Mais avec cela, on promet encore « l'économie de gas-
pillage » existante. Parce qu'alors le pouvoir d'achat disponible est pressé/poussé
vers la production existante, qu'elle soit nécessaire ou non, bonne ou mauvaise,
on inhibe/freine l'initiative nécessaire à l'innovation économique.

Ce qui existe aujourd'hui comme un problème de taux d'intérêt est né de la façon 2
et de la manière dont la rente foncière circule dans l'économie ³¹ – la rente fon- 1
cière à nouveau saisie comme le rendement du sol, compte tenu de la productivi-
té. Aujourd'hui, le lien entre la rente foncière et le taux d'intérêt n'est plus immé-
diatement apparent, car la rente foncière s'est amalgamée avec les intérêts sur le
capital, qui sont à leur tour influencés par la politique monétaire des banques
centrales/à billets. Il repose à la base de cet écrit d'essayer de montrer essentiel-
lement que de la rente, en tant qu'épargne de travail corporel, doit être financé
l'ensemble de la vie spirituelle, y compris l'industrialisme, la vie étatique, les per-
sonnes en incapacité de travail, les personnes âgées et les malades.



30 - Voir page 27 et chapitre VIII, "L'articulation de l'État".

31 - L'intérêt a déjà été considéré par erreur par des critiques, entre autres, comme une masse monétaire supplémentaire.

Voir page 168 "Intérêt, prêt et donation".

Des propositions plus récentes dans la lutte pour un ordre de devise stable lient la 2
masse monétaire soit à la dépense pour l'établissement de tout moyen de produc- 2
tion, ou la rendent dépendante des variations/changements d'un indice des prix
des marchandises.

Qui lie la masse monétaire aux moyens de production en soi néglige que si ceux-ci 2
deviennent moins chers avec une rationalisation croissante, la masse monétaire 3
correspondant au gain de rationalisation est « dégonflée/débarrassée par défla-
tion ». C'est pourquoi les représentants de la création d'argent correspondante ne
trouvent plus, dans leur système, le capital excédentaire nécessaire pour financer
le secteur culturel et de formation. Nous avons déjà souligné sa nécessité, mais
aussi la consommation nécessaire dans le secteur culturel et de formation.

Ceux qui veulent lier la masse monétaire à un indice des prix se heurtent à une 2
difficulté de sorte opposée. Comme les prix eux-mêmes sont fonction de la masse 4
monétaire, par définition, le niveau de prix entier ne peut jamais servir d'indice,
mais seulement les prix d'une sélection de produits, un panier de marchandises.
Derrière la liaison de la masse monétaire à un indice des prix se cache l'idée de
toujours ajuster la masse monétaire à la quantité de biens. Quand les prix
baissent, la masse monétaire est en retard par rapport à la quantité de biens et
devrait être augmentée. Quand les prix augmentent, la masse monétaire devrait
être réduite. Une réduction de prix résultant d'une rationalisation trouve toute-
fois en premier sa compensation dans ce système par une augmentation de la
quantité de monnaie/d'argent lorsque le gain de rationalisation se manifestant
par la réduction de prix aura été « dégonflé/débarrassé par inflation » chez les
producteurs respectifs.

Laisser la masse monétaire augmenter/grandir avec la quantité de biens serait 2
seulement correct s'il s'agissait seulement de produits de la nature multipliés par 5
le travail corporel. Mais au moment où il s'agit de biens industriels produits par
rationalisation, c'est-à-dire en économisant du travail corporel, leurs prix doivent
baisser. Sinon on gonfle le niveau de prix des biens industriels, provoque de l'in-
flation, qui laisse actuellement grimper les taux d'intérêt, et détruit l'agriculture,
justement parce qu'on surélève le niveau industriel de prix vis-à-vis de l'agricole.
Par cela la rente foncière est retirée à l'agriculture, comme est retiré le pouvoir
d'achat au citoyen lorsque l'État, faute de recettes fiscales/encaissements fiscaux
pour couvrir ses dépenses, créer simplement de l'argent et le laisser s'écouler
dans son système de devise. L'agriculture se retrouve alors dans la situation
désespérée de vouloir créer une compensation par la quantité de biens produits.
Plus l'agriculture rationalise, c'est-à-dire plus elle libère/exempte de personnes
pour fournir des prestations industrielles, qui conduisent à nouveau une augmen-
tation/multiplication de l'argent, plus elle se retrouve à la traîne.

Voir à travers cette erreur que la masse monétaire n'a pas la permission d'aug- 2
menter avec la quantité de biens produits par le travail organisé sans déclencher 6
l'inflation du côté des biens industriels, est difficile tant qu'on ne pénètre pas



dans la saisie des deux valeurs compensatrices :

- à savoir la valeur I « travail appliqué à la nature » ou exprimé autrement, « travail qui modifie un produit naturel de telle sorte qu'il puisse entrer dans le processus de circulation économique »,

- et en vis-à-vis de cela la valeur II « travail organisé par l'esprit ». À cause de ces deux formations compensatoires de valeur, il n'est pas indifférent pour la fonction de la monnaie que la masse monétaire soit orientée en fonction des prix, respectivement d'une sélection de prix, ou que les prix trouvent leur orientation à travers la masse monétaire.

VII Le principe d'association

La demande basée sur le besoin donne à un produit la tendance à dégager un gain 0 ou une perte pour le producteur au sens d'une augmentation ou d'une diminution 1 de / de plus ou de moindre revenu. Ainsi, le gain est un signe/une caractéristique qu'un produit est demandé et peut être produit. Mais d'autant moins selon la formule de prix telle que décrite par nous à la page 17, les contre-valeurs monétaires des prestations générées par la division du travail se retrouvent en déséquilibre entre gains d'un côté, et pertes correspondantes de l'autre côté, d'autant moins des fluctuations conjoncturelles apparaissent. Car à partir de notre formule de prix et de la répartition du revenu originel – deux idéaux auxquels aspirer – il devient compréhensible que le gain est synonyme d'une accumulation sur-proportionnée de pouvoir d'achat, qui est contrebalancée par une perte correspondante sous forme d'un retrait de pouvoir d'achat ; naturellement, on n'a pas la permission de se représenter aussi à nouveau l'économie associative inélastique.

Là où aujourd'hui le pouvoir d'achat est soustrait par une fausse formation des 0 prix, un tel manque est compensé par un financement à crédit de plus en plus 2 gonflé, afin que les ventes de biens ne s'arrêtent pas chez celui qui rassemble trop de pouvoir d'achat. Cette sorte d'expansion du crédit a pour effet, comme déjà expliqué dans la thèse 1 à la page 12, que la monnaie elle-même devient un objet d'activité économique, reçoit un prix en tant que marchandise, ce qui fausse la formation des prix dans notre sens. L'appareil administratif gonflé par l'économie monétaire actuelle impose à l'économie un travail inutile, et comme personne ne peut vivre de l'argent lui-même, ceux qui sont accablés de dettes doivent aussi générer les prestations que ceux qui s'occupent de la gestion de l'argent revendiquent comme leurs besoins.

Dans le système monétaire de cet écrit, dans lequel la monnaie possède le caractè- 0 re d'une comptabilité, le bilan entre les revenus et les recettes des prestations à 3 mettre en relation les unes avec les autres devrait être soldé aussi équilibré que possible afin de réaliser une vente optimale des biens, respectivement la vente des toutes les prestations pour lesquels il devrait y avoir des besoins. Le gain, au sens traditionnel du terme, en tant qu'accumulation de pouvoir d'achat sous forme de capital monétaire, est en fin de compte déterminé dans l'économie sur la base de la division du travail par ce que l'un obtient de sa prestation de l'autre comme contre-prestation. Celui qui est au clair que la société basée sur la division du travail est fondée sur l'organisation rationnelle du travail rendue possible par



la capacité et l'initiative individuelles, se rendra compte que tout producteur d'un service dépend de la capacité et de l'initiative de tous les actifs pour atteindre sa contre-valeur.

En d'autres termes : *combien l'on obtient pour sa prestation n'est pas déterminé par cette prestation elle-même, mais par la prestation des autres actifs, c'est-à-dire par ce que l'on reçoit des autres en contrepartie de sa prestation ; c'est ce qui en fait le prix.* Le fait que cela ne soit pas immédiatement et facilement apparent aujourd'hui est dû au fait que la tarification/formation de prix basée sur le système monétaire et salarial actuel cache cette interdépendance de l'évaluation de la prestation.

Plus grande est la concentration de travail par la division du travail et l'épargne de travail corporel par l'organisation intelligente des mêmes, d'autant plus grande est la formation de capital. D'autant plus grande est la formation de capital, d'autant plus des parts de valeur en deviennent que les producteurs

38

impliqués dans ce processus donneront /remettront aux consommateurs purs via le prix en général ou sous forme de donations décrites ci-dessous, de sorte que, conformément à *l'équilibre de prix tel que décrit à la page 21*, la vente des valeurs ne tombe en stagnation en raison d'une accumulation unilatérale de pouvoir d'achat ou est seulement rendue possible par l'endettement des clients. L'individu pourra ainsi d'autant plus satisfaire les besoins de prestations des autres, que l'accumulation de capital des autres actifs économiques sera plus importante, qui se répercutera à nouveau dans le prix.

Façonner la formation des prix ainsi que la valeur d'un bien corresponde à la valeur des prestations dont le producteur du bien a besoin jusqu'à la production d'un bien égal ou de même valeur, n'a maintenant pas la permission/ne permet pas de conduire à une union/un regroupement d'humains dans le but de vouloir réglementer et gérer/administrer le processus de production. Par une telle communauté abstraite, les besoins seraient tyrannisés et la production conduite à la stagnation. L'économie planifiée des États d'Europe de l'Est en a livré un exemple. D'abord le producteur capable et le produit doivent être là, avant que, par l'union/le regroupement des producteurs, ce qui est produit de l'initiative des producteurs individuels soit amené à la consommation.

Par le comportement de consommation des consommateurs, les besoins s'annoncent à l'économie. Si la production ne devait pas être entraînée dans la stagnation, mais aussi l'économie dans un travail inutile, les besoins doivent pouvoir surgir librement avec le progrès de la culture, ce qui sera seulement possible sur la base d'une vie éducative et culturelle libre et indépendante de l'économie. Avec leurs changements, les besoins donnent à la structure des prix une direction qui alterne constamment. Le *consommateur* particulier peut seulement avoir ses propres *intérêts particuliers* comme sens. Sinon, il ne pourrait pas satisfaire ses besoins nécessaires. Cela n'aurait aucun sens dans le processus d'économie de peuple si, par exemple, pour quelque chose qui lui est proposé à un certain prix, il devait payer le double.

Par contre, à partir de la connaissance des pendants d'économie de peuple, un intérêt des *producteurs* de différentes branches existera à partir d'un *sens commun*,



qui – aussi paradoxal que cela puisse sonner – est leur propre affaire de parvenir à un jugement économique global, qui se réalisera alors dans la formation de prix à laquelle aspirer.

Le prix d'un bien est conditionné par le nombre d'humains qui travaillent à sa production. C'est pourquoi des négociations seront conduites parmi les entreprises sur ce que, selon que le prix d'un bien tend à devenir trop cher ou trop bon marché, dans les branches de production correspondantes des humains seront transférés à d'autres, ou inversement d'elles, ailleurs sur la base de leurs intentions économique. C'est pourquoi, quand la base de la formation de la valeur et le revenu originel qui lui est assimilé servent de lignes d'orientation pour la formation de prix, la valeur que le besoin humain attache à un bien deviendra essentiellement similaire au prix de la prestation en question qui revient au producteur d'après la formule de prix ³². Le nombre d'humains qui sont actifs dans l'agriculture, l'industrie et les métiers de prestations de services donnera les lignes d'orientation économiques pour déterminer combien d'argent (quotas sociaux, y compris les quotas d'argent de donation) a à fluer dans les secteurs économiques respectivement les entreprises particulières de production.

32 - voir Illustrations et tableaux Figure 6

39

Le quotient de la division de la « base monétaire » divisé par le nombre de la population donne la masse monétaire par tête. Avec cela, *il est répondu à la question soulevée à la page 25 au sujet du bilan entre l'agriculture et l'industrie.*

Les revenus de ceux qui ne sont pas actifs dans l'économie tout comme les investissements en dehors de l'économie seront supportés par le travail corporel épargné par la prestation spirituelle, comme a déjà été mentionné aux pages 15 et 34. Les entreprises qui sont aujourd'hui souvent gérés comme des entreprises d'État telles qu'à titre d'exemple la poste et les chemins de fer, se tiennent à l'intérieur de l'économie ³³ et sont placées sur un pied d'égalité avec les autres entreprises économiques en ce qui concerne leur financement.

Comment le capital destiné à la consommation comme revenu circulera, dépendra de la question de savoir si le bénéficiaire est actif dans le service de l'État, dans la vie éducative et culturelle ou compte aux purs consommateurs, comme les malades, les invalides, les enfants et les personnes âgées.

Le capital à allouer au secteur étatique sera transféré par la perception de l'impôt, comme aujourd'hui, toutefois ce prélèvement non facultatif devrait survenir aussi rationnel que possible grâce à la transparence de l'économie associative. Par exemple, au début de l'année, les entreprises paient des impôts en pourcentage de leur compte de dépenses sur les quotas sociaux qu'elles génèrent. En prélevant l'impôt à la source de l'évaluation positive de la valeur, la « donation forcée » au détriment/à la charge d'argent de donation serait évité. En tant que méthode de recouvrement inhérente au système économique et monétaire décrit ci-dessus, elle correspond à la pure imposition des dépenses. Les dépenses pour les biens essentiels/nécessaires à la vie sont à taxer/imposer faiblement, d'autres plus fortement. Les taxes/impôts sont à maintenir liquides/fluides : ils seront déterminés d'un côté par le nombre de personnes actives dans le secteur étatique et de l'autre côté par la hauteur des immobilisations corporelles indispensables dans le



secteur étatique. En raison de la régulation associative des prix, ce n'est pas le contribuable individuel qui est concerné, mais seulement la communauté des personnes actives économiquement dans son ensemble qui peut ressentir la charge fiscale comme n'étant pas à la mesure des circonstances.

Que chez les actifs dans l'économie un besoin de prestations spirituelles soit créé 1
et que le surplus correspondant exigé de prestations requis pour « l'exemption » 3
des actifs spirituels, soit généré économiquement, correspond à la nécessité de
former la jeune génération comme garante de prestations économiques future,
mais dépend du reste de l'offre de prestations par la vie culturelle et éducative.
On peut se représenter que cette dernière, qui ne devrait pas être intégrée/enar-
ticulée dans le secteur étatique, sera financée directement par les actifs dans
l'économie, conformément aux directives relatives aux lignes d'orientation/di-
rectrices des revenus décrites, en ce qu'une contribution culturelle et, le cas
échéant, éducative est intégrée dans le revenu des personnes travaillant dans
l'économie. Outre la demande conditionnée par les besoins, *le vieillissement de l'ar-*
gent contribue au flux d'argent de donation. L'exemption n'a de sens que si la pro-
duction assumée à cette fin trouve sa vente au moyen de l'argent de donation.

L'argent qui n'est plus absorbé par l'industrie ou d'autres entreprises sous forme 1
d'argent de prêts est également disponible pour le secteur de l'éducation et de la 4
culture pour la consommation pure par le moyen de donations.

Dans la masse dans laquelle toujours plus de travail physique est épargné, tou- 1
jours plus d'argent est a disposition pour ce secteur. 5

33 - voir Chapitre VIII : "L'articulation de l'Etat" ; il faut différencier les trois objets de transport : Les
infirmations (vie intellectuelle), les *humains* (vie juridique), les *biens* (économie).

40

Mais il est aussi pensable que le secteur culturel et éducatif placé dans l'autono- 1
mie d'administration reçoive une redevance de « droit d'auteur » ou de « li- 5
cense » sur le capital correspondant à l'épargne de travail.

Dans ce contexte doit aussi être considérée ladite prévoyance retraite indivi- 1
duelle : par laquelle, au moyen de l'épargne contrainte aujourd'hui, des capitaux 6
peuvent se rassembler dans une étendue non requise par l'économie, et être alors
dévalorisé par le renchérissement général décrit à la page 27. *La pension de vieillesse*
est toujours financée au moyen de la « répartition », c'est-à-dire à partir de la rente cou-
rante de l'économie, il est égal qu'elle survienne, dans le processus économique, par des
payements directs des actifs aux retraités/pensionnés ou par des intérêts sur de l'argent
d'épargne. Des créances découlant d'économies réalisées dans le passé peuvent
seulement être satisfaites par des prestations de travail effectuées dans le présent.
(souligné par le traducteur) Aujourd'hui, la différence réside toutefois dans les
conséquences politiques-juridiques associées au pouvoir de disposition sur de
telles accumulations de capital.

Le financement du système de santé est naturellement basé sur la « libération/ 1
l'exemption » du personnel de santé *par les personnes en bonne santé*, et plus le sec- 7
teur sera qualifié, c'est-à-dire plus le nombre d'actifs « libérés/exemptés » aug-
mente par rapport au nombre d'actifs du système de la santé, ce qui caractérise
l'efficacité dans ce secteur, d'autant plus les appointements des actifs du système
de la santé peuvent augmenter. L'économie associative ne crée pas, pour des rai-



sons de politique des revenus, d'intérêt à des malades dont on pense aujourd'hui à tort dans le système de la santé, obtenir son revenu.

En principe, l'économie associative aspire à ce que les flux/courants d'argent et de revenus soient amenés de rapports anonymes en des flux se référant à des personnes. Les revenus des pensionnés, des actifs dans le système d'éducation et de santé, peuvent donc seulement être générés par les actifs qui travaillent dans le domaine de « l'estimation positive de la valeur ». Ils doivent, selon des relations se référant à des personnes et des choses, trouver de la prise en compte dans les revenus des actifs sur ce dernier domaine, et avec cela dans la formation de prix. Le corps enseignant qui dans le système d'éducation, se met en corporation/partenariat avec le corps de la parenté, tout comme le corps médical (y compris le personnel de soin) dans le système de santé, qui se met en partenariat avec le corps des patients potentiels, feront valoir leurs besoins financiers à leurs partenaires économiques dans l'association à cette fin. Les organes de l'Association économique détermineront et évalueront la hauteur possible des capitaux disponibles pour les secteurs de l'éducation et de la santé en fonction des conditions économiques générales : l'État de droit peut alors déterminer les droits de l'individu en fonction des demandes justifiées du secteur de l'éducation et de la santé. Ce qui est décisif, c'est que le revenu de ceux qui ne sont pas actifs dans la production de biens et de marchandises ne soit pas déterminé par l'économie et ne doit pas être dépendant de la productivité régnant tout de suite, mais que, inversement, la vie de l'économie (temps de travail) dépende de ce qui résulte de la conscience de droit.

Les consommateurs, les producteurs et les distributeurs, qui sont économiquement liés entre eux par des institutions monétaires, juridiques et culturelles telles que celles décrites dans le présent document de manière à créer une compensation entre les prix déterminés par la demande et ceux exigés par l'offre de prestations, sont dans un rapport entre eux que l'on peut qualifier d'*association*. Le principe inhérent sera – et les économistes/économistes se chargeront de cette tâche – *de rechercher constamment le*

41

rapport entre la valeur d'une prestation que le besoin lui attache, et le prix qu'elle atteint pour le producteur.

Comment a-t-on à se représenter les associations d'après la forme ? De telle sorte que des humains, respectivement des entreprises, qui sont liés par ce qu'ils produisent corporellement et spirituellement, mais aussi par ce qu'ils consomment, se réunissent pour déterminer le prix selon les lignes directrices énoncées dans le présent écrit ; tout d'abord, ce sera le cas au niveau régional, dans une zone de devise historiquement apparue. *La tendance de base de toutes les associations* – cela découle de tout ce qui a été décrit jusqu'à présent – *sera l'association de toutes les activités non agricoles avec l'agriculture*. Naturellement, au sein d'une zone monétaire, plusieurs associations peuvent se former, qui à nouveau sont reliées les unes avec les autres, comme aussi des entreprises particulières peuvent appartenir à plusieurs associations. La taille d'une association en termes d'étendue géographique et de population est déterminée par la clarté et l'efficacité économique ; cette dernière implique que les régions essentiellement agricoles passent



d'une économie purement autosuffisante à une économie fondée sur la division du travail, tandis que les régions ayant une couche de population très active intellectuellement recevront l'argent de donation dont elles ont besoin.

L'économie associative, qui construit sur la libre initiative, permet d'un côté un échange non entravé et immédiat entre des entreprises et le marché de sa propre zone de devise, et de l'autre côté avec des entreprises et le marché d'autres zones de devise. Cette économie tend vers l'idéal du libre-échange/commerce, parce que dans un espace économique mondial unifié, cela constituera, précisément sur la base du principe associatif, la condition préalable pour garantir que la production ne soit pas trop chère ou trop bon marché dans les différentes régions de cette économie mondiale.

Chaque association disposera de son propre organe d'observation et de régulation des prix au sein d'un comité auquel sont délégués les représentants des différents secteurs économiques – les économistes (Oekonomen) mentionnés ci-dessus. Ces comités seront à leur tour/à nouveau représentés à l'administration de la devise, laquelle est de même signification que la Banque centrale.

Afin que les associations puissent remplir leur tâche réelle, à savoir créer une compensation entre les besoins des humains et la valeur des prestations humaines, elles reprendront les fonctions des syndicats actuels (politique des revenus), des associations d'entrepreneurs (formation des prix) et du fisc (financement de la vie de l'éducation et de la formation) et les amèneront dans un contexte interne transparent. Dans les associations, les aspects économiques des trois membres de l'organisme social décrits dans le chapitre suivant trouvent leur coordination ³⁴.

34 - voir Illustrations et tableaux Figure 8.

VIII. Le membrement de l'État

Celui qui comprend le système monétaire agissant comme comptabilité des prestations humaines comprendra aussi que, lors de la réalisation de la formation associative des prix et des revenus ne "reste" plus du tout d'argent pour l'acquisition de sol tout aussi peu que pour les moyens de production créés/établis. Maintenant, les humains actuels, dans leur représentation complètement dominée par ce qui est passé aux institutions sociales par le droit romain, pensent que quand le sol ne peut plus être acheté, il peut seulement être en possession de l'État. Ce que nous avons déjà signalé dans le chapitre IV sur « La disposition du capital » signifie en pratique cette propriété d'État abstraite est à la disposition et avec cela en possession des cadres de direction travaillant dans le service de l'État. Aujourd'hui, on peut seulement se représenter que quand le foncier ne peut plus être achetée, sa distribution peut seulement survenir par usurpation ou par jet de dés. Si, comme on le verra plus loin, les institutions de l'État unitaire actuel sont transférées dans un organisme tri-articulé, les humains ne trouveront aucun motif et aucun moyen de contourner de façon injuste et immorale ce qui est dans l'intérêt de leur communauté. Par la tri-articulation, le sol sera transféré dans la structure



sociale de telle sorte que sa répartition pour le travail humain - c'est-à-dire combien de sol pour l'agriculture, combien pour l'industrie et le commerce, combien pour des fins résidentielles - est une affaire du démocratique juridique, et le passage de l'un à l'autre une affaire du membre spirituel.

L'évolution sociétale marche vers ce que les États unitaires actuels seront divisés/articulés et d'ailleurs en un secteur culturel et éducatif, un secteur de droit et un secteur d'économie en fonction des préoccupations/souhaits de chaque humain dans la vie sociale. Au sein des États, qui ont été administrés uniformément jusqu'à présent, ces trois éléments se sont développés comme les facteurs déterminants de la vie communautaire actuelle pour chaque humain :

- la vie culturelle et éducative par le besoin de connaissances scientifiques sécurisées ;
- la vie politique et juridique par les efforts/aspirations de démocratisation ;
- la vie de l'économie par la division du travail et l'émancipation du travail par rapport à la base de nature.

Chacun des trois domaines de la vie sociale s'efforce de développer sa propre dynamique à l'intérieur du système étatique moderne et de pouvoir s'administrer à partir de ses propres conditions.

Dans le domaine social, l'époque culturelle latino-grecque continue à avoir une forte influence sur les temps modernes. L'empire latin était un empire politico-militaire en contraste avec l'empire anglo-saxon commercial-industriel actuel. Une des vieilles idées qui nous hante est que nous voulons contrôler la vie économique avec des moyens de pouvoir politiques et juridiques. On a encore tendance à déléguer/transférer la solution de toutes les questions dans le domaine économique et culturel (éducation) à une autorité centrale de l'État.

43

Mais il est devenu de plus en plus évident que dans les différents États unitaires de par la Terre, il a été possible d'étudier comment deux domaines de la vie sont tyrannisés et se dessèchent dans leur importance pour le bien commun lorsque l'un des trois membres de l'administration unitaire a la primauté, ce qui est, principalement réparti sur la terre d'est en ouest, ce qui est le cas en termes d'histoire de l'évolution.

- Si la vie de l'esprit domine, elle devient dictatoriale par le biais du système politique et juridique et parasitaire dans l'économie.
- Si la vie politique et juridique domine, elle suce l'économie comme un parasite, le système de formation devient autoritaire et a un effet dogmatique, les difficultés économiques sont abordées simplement par la routine ou par des mesures coercitives, parce que le système juridique insiste sur le système établi.
- si le système économique domine, l'éducation et le droit prennent un caractère de marchandise et sont considérés uniquement en fonction de leur valeur d'utilité économique.

L'économie créatrice de capital, fondée sur la division du travail, tend à donner à toutes les choses un caractère de marchandise en les achetant ou en les vendant pour un certain montant de capital, quelle que soit leur nature spécifique. Cependant, ce caractère de marchandise ne convient qu'aux biens de consommation



immédiate, car l'humain a seulement une mesure de valeur pour ceux-ci, à travers ses besoins et sa production. Par contre, il n'existe pas de base de telle mesure pour fond et sols et des moyens de production artificiels après que ces derniers ont pris cette fonction.

L'administration de la vie de l'économie sera limitée à la production, à la distribution et à l'évaluation mutuelle de la valeur des biens. L'impulsion économique du présent va vers créer des rentrées (d'argent)/des recettes par la production de biens. Cela conduit l'économie à un travail inutile, à une " économie de gaspillage " qui dévaste l'humain et la nature. Une future économie autogérée devra s'efforcer de trouver le meilleur mode de production et les voies allant des producteurs aux consommateurs par le biais d'associations issues des besoins. Un cycle économique qui reçoit de l'extérieur la base juridique et l'afflux continu de capacités humaines individuelles n'aura affaire qu'à l'activité économique en soi et nécessitera une distribution des biens qui procure à chacun ce qu'il peut légitimement avoir d'après la prospérité de la communauté. Un tel organisme économique, qui ne prend pas en compte le travail humain dans les besoins des différentes branches de production, mais qui doit se débrouiller avec ce que la loi lui permet et ce qui se trouve dans les conditions naturelles, déterminera la valeur des biens selon les conditions naturelles et ce que les humains lui fournissent. Par la tri-articulation de la communauté humaine et par le principe d'association à appliquer dans la vie de l'économie sera atteint que l'organisation économique sera dépendante de l'humain, et non l'humain de l'ordre économique. Par la production de biens, l'économie est productive, mais la productivité dépend à nouveau de la vie spirituelle. Dans la production, la gamme de l'offre, les forces de la volonté humaine, limitées par la nature et la loi, se réaliseront librement cum grano salis, et seul le principe associatif prête au processus économique une légalité dans l'évaluation mutuelle de la valeur avec reconnaissance de la concurrence des prix, qui caractérise le rapport entre l'humain et l'humain dans l'économie.

44

La division du travail et la mécanisation dans l'économie moderne exigent comme *pôle opposé un secteur culturel et éducatif indépendant et autonome*, qui devra former l'espace libre d'une vie spirituelle, dans laquelle l'individualité humaine pourra développer ses talents et ses capacités librement et sans être influencée par des intérêts économiques ou des prescriptions politico-juridiques. Ce qui devrait caractériser l'autogestion du secteur éducatif et de la vie spirituelle absolument, c'est qu'elle se forme librement à partir de ses propres impulsions. Ce que la nourriture est pour l'organisme individuel, c'est pour l'organisme social ce qui lui est fourni par les talents, les idées et les facultés des humains. Ce n'est qu'à partir d'établissements d'enseignement indépendants que la vie politique, juridique et économique sera continuellement fécondée à nouveau. Eux seuls peuvent garantir que, dans le domaine juridique et économique, il n'y aura pas d'enseignement de ce qui s'est établi dans les institutions du système étatique respectif et qui risque de prendre un caractère dogmatique et de tuer les nouvelles impulsions sociales. Ceux qui voient à travers *l'interdépendance de l'évaluation des performances mentionnée à la page 38* vont s'intéresser de près au développement et à la formation des capacités de leurs semblables, de sorte qu'à l'avenir la responsabilité sera de plus en plus liée à la capacité, et que dans la vie sociale



l'anti-darwinisme, la sélection du pire, ne seront pas vécu.

Aujourd'hui, la question sociale n'est plus à résoudre par les programmes étatiques ou de partis politiques. Les partis ³⁵ sont basés sur l'*articulation/le membrement* originellement déterminé des humains selon leur statut/état social au sein des institutions sociales administrées dans l'unité et sont ancrés dans la pensée conventionnelle. Les développements historiques exigent comme nouvelle solution le *membrement/l'articulation de l'organisme social* déterminé par les choses ! La division/articulation des humains en classes et en partis est remplacée par l'*articulation/le membrement des rapports*. La liberté spirituelle est toutefois la condition préalable pour que puissent se déployer les humains qui sont appelées à trouver des solutions à la question sociale qui ne cesse de se poser à nouveau. Et cela ne sera possible que lorsque les facultés des humains se développeront dans une vie éducative libérée de tout paternalisme et placée sur elle-même. Le système d'éducation et de formation doit avoir en soi et transmettre contenu et valeur et ne doit pas être simplement conçu pour former les travailleurs d'une économie au service de l'État unitaire. *En premier une telle vie de l'esprit indépendante, qui, en soi, rend l'organisme social et les institutions économiques transparents, donnera un nouvel élan à la gestion/l'administration du capital et à la volonté de travailler, et donnera un nouveau contenu, lorsque la multiplication du capital et la recherche du profit ne seront plus les moteurs directs de la vie de l'économie.* Que cette dernière aura besoin d'une nouvelle orientation dans la communauté humaine de division du travail et créatrice de capital, si la vie économique ne doit pas être menée ad absurdum, reposait essentiellement à la base des explications des chapitres précédents. Il restera illusoire de penser qu'autre chose qu'une vie éducative et culturelle indépendante et autogérée pourrait revivifier l'administration du capital et la volonté de travailler.

35 - Ce qui existe en Europe en tant que parti clérical, bourgeois-démocrate et socialiste est issu de "l'état d'enseignement" et de "l'état de défense et "état nourcier". Aux États-Unis, les deux partis ont leurs racines à l'origine dans la lutte entre l'agriculture (démocrates) et l'industrie (républicains)

45

L'administration d'une vie de l'esprit indépendante devrait être ambitionnée en particulier dans les affaires publiques, dans le système d'éducation et de formation, tout comme dans la recherche et l'administration de la justice. Elle sera basée sur la libre sociétalisation d'individualité à individualité. A l'« État » incombera *non* l'initiative, mais l'exécution et la supervision de la loi, le droit de police. Les actifs dans la vie de l'esprit ne seront pas contraints d'entrer dans une institution prédéterminée. L'"État" laissera aux corporations, qui se forment selon des points de vue différents en fonction de leur points de vues différenciés, conditionnés par les choses, professionnellement ou ethnique, le soin d'établir leurs établissements d'enseignement/lieux de formation, leurs tribunaux et leurs églises. Chaque individu est libre de choisir son école, son juge, son église, toutefois pas au cas par cas, mais pour un temps déterminé.

Tout spirituel sera basée sur l'impulsion de la liberté. L'impulsion pour la liberté souche de la pensée pure, par laquelle l'humain d'aujourd'hui se place librement par rapport à des légalités/légités qui sont, selon leur contenu, certes contraignantes (logique, mathématiques), mais qui, selon leur apparition dans la pensée, possèdent cependant le caractère d'images et, parce que vécues ainsi, laissent



libre. Mais c'est tout de suite à partir de l'orientation vers des contenus spirituels à la saisie libre individuelle que de nouvelles impulsions et capacités individuelles vont affluer dans le domaine des questions politiques-juridiques et notamment dans l'économie. Qui pense qu'avec l'indépendance du système d'enseignement et d'éducation doivent se donner des conditions/contextes anarchiques à l'intérieur de celui-ci ne voit pas par quel moyen on empêche les forces de se développer lorsque les humains sont transformés en modèles/gabarits par la tutelle. Dans la vie de l'esprit, l'expertise et l'application de l'expertise auront à régner à partir de la faculté individuelle, ce sur quoi ne peut être voté démocratiquement.

De même que tout ce qui est capitaliste dans la vie de l'économie devrait être 1 transféré à l'administration de la vie culturelle, le droit du travail devrait être 6 transféré dans celle d'une vie de droit indépendante. En elle, le rapport entre des humains les uns aux autres n'est pas déterminée par leurs facultés individuelles ou par des attributions de valeurs associatives, mais uniquement par l'égalité de l'être un humain. Son caractère de marchandise est retiré au travail seulement par une vie de droit auto-administrée. Sur le domaine du droit et de la politique, chaque humain devenu majeur devrait être appelée à s'exprimer dans sa conscience démocratique. La tâche du secteur politico-juridique ou en fait « étatique » est : la sécurité publique, l'hygiène publique et l'application de la loi. Ainsi, seules les questions purement politiques, militaires et policières font l'objet de l'administration d'une fonction publique, qui est responsable devant une représentation du peuple (parlement), lequel ne sera plus composé de factions de partis, mais de représentants de corporations politiques régionales.

L'unité de l'organisme social résultera de ce que les trois administrations coordonneront leurs actions et *que chaque humain œuvrera comme membre de liaison avec 7 ses intérêts dans les trois secteurs. Par cela l'unité n'est donc pas une condition préalable forcée, mais un résultat optimal.* Malgré cette unité apportée par les humains, chaque secteur agit indépendamment et peut conclure des accords/contrats internationaux de manière autonome. Pour les petits États et pour faire face au problème des minorités, l'articulation est d'une grande importance dans la mesure où chaque secteur séparé peut apparaître et agir vers dehors et traiter, respectivement, s'associer.

46

L'association économique n'exige pas en même temps un alignement culturel et/ou politique. Pour l'introduction de la tri-articulation, toutefois, il en résultera et il sera opportun que les trois zones coïncident initialement avec la zone géographique de l'État unitaire précédent.

Dans l'organisme social articulé, l'administration du membre spirituel en liaison 1 avec l'association amènera en pendant des humains avec le travail et, parce que 8 l'humain ne vit pas seulement d'une activité, mais doit aussi à côté de cela encore habiter, avec un habitat respectivement le sol qui va avec ; ce dernier fera partie constitutive du revenu. À cette partie du membre spirituel qui dépasse dans la vie de l'économie, est à compter la direction du travail, si nous considérons l'activité économique comme l'interaction des dirigeants du travail et des fournisseurs de travail.

D'un côté, la vie économique et avec elle la formation de prix sont dépendantes 1



de combien de sol se tient à disposition pour le nombre d'humains d'une zone 9
économique et de ce que la terre offre à ce nombre d'humains en termes de ri-
chesse ; de l'autre côté, elle dépend de ce qui est fixé par la vie de droit, par
exemple le temps de travail sous considération de l'âge, mais aussi le but d'utili-
sation du sol. Il appartiendra à l'économie de couvrir les éventuels déficits de
production des sols par des contrats avec d'autres zones économiques qui pour-
ront fournir une compensation. Avec augmentation du temps de travail (droit) et
des savoirs (culture/éducation), un sol comparativement improductif peut être
compensé jusqu'à un certain degré.

Au secteur de la vie de l'esprit n'incombera pas seulement la gestion/administra- 2
tion du capital comme son responsable, mais aussi le sol comme la base de capital. 0
En principe, fond et sol (comme aussi les moyens artificiels de production) reste-
ra continuellement en possession individuelle, mais justement sans droit de
vente/d'aliénation ou d'héritage. Des redevances sur fond et sol - indépendantes
des coûts en capital pour la construction de bâtiments sur le terrain - servent à la
couverture des frais administratifs.

L'économie prend alors un cours optimal et sain lorsqu'elle est fondée sur la divi- 2
sion du travail et la création de capital et que la formation de la valeur des mar- 1
chandises est déterminée de par les besoins et la consommation. Mais tout de
suite ces deux moments qui favorisent la productivité, la division du travail et la
formation de capital, conduisent aujourd'hui à un désintérêt total au travail et à
ce qui est élaboré, en ce que la production de marchandises est d'intérêt seule-
ment pour la création de profit et de revenu. Ce désintéressement a tendance à
s'étendre à l'ensemble de la vie sociale et à la désertifier. L'économie monétaire
basée/reposant sur le capitalisme, à nouveau, a tendance à transformer tout, y
compris le sol et le travail, en une marchandise et à consommer l'humain et la na-
ture. Ce qui est favorable et bénéfique pour l'économie est très négatif et antiso-
cial si justement ces effets se propagent à tous les domaines de la vie et des inté-
rêts humains et ne sont pas corrigés par les deux autres domaines de la vie so-
ciale. Mais cela conditionne qu'ils s'administrent eux-mêmes. La démocratie aus-
si, qui est le principe idéal actuel du secteur juridico-politique, contient un élé-
ment antisocial, en ce sens que l'un met toujours l'autre en minorité, l'un veut
toujours avoir raison face à l'autre. La compensation de cette dialectique par un
véritable respect de l'humain peut seulement venir du secteur culturel et éduca-
tif.

47

L'économie forme la base de la vie humaine, et le travail est nécessaire pour la sa- 2
tisfaction des besoins. La façon dont l'humain vient au travail aujourd'hui et com- 2
ment le travail circule aujourd'hui dans l'économie conduit évidemment à des
exigences aussi contradictoires que le droit au travail ou l'obligation/la
contrainte au travail. Ce dont il s'agit ici est de supprimer l'aléatoire par lequel
quelqu'un vient absolument au travail, tout comme le contraignant, l'inutile,
l'usant, qui lui est donné par son caractère de marchandise et son couplage im-
médiate avec le gain, et de lui donner à la place de cela une nouvelle impulsion par
intérêt à l'organisme social conçu de manière pleine de sens : car, par le principe
associatif avec sa formation de prix et ses lignes d'orientation des revenus, une
activité se tient ouverte à chaque être humain, aussi loin qu'elle soit obtenue à



partir de la production des sols et prise en compte comptablement par la création d'argent, qui, en tant qu'exigence sociale, est basée sur les besoins de l'évolution culturelle. L'équilibre/la compensation entre le besoin et la prestation spirituelle et manuelle sera rendu possible par la sorte de système monétaire, la compensation entre le besoin et la valeur de la prestation par l'association au moyen du déplacement/du transfert du travail et/ou du capital ³⁶.

En raison des nouvelles impulsions, la tri-articulation de l'État, unitaire jusqu'à 2 présent, apporte des réponses à des questions sur la base de nouvelles impulsions 3 qui, sous les prémisses ordinaires d'aujourd'hui, conditionnées par le système, ne semblent plus pouvoir être résolues. Elle réalise :

- l'aspiration à la liberté de l'individualité moderne dans la vie culturelle et édu- 2 cative autogérée ;
- l'exigence de l'homme moderne pour la démocratie dans le 4 domaine du droit public et de la politique, où seule l'égalité est décisive/donne la mesure pour la formation du jugement ;
- son besoin d'une existence matérielle sûre avec l'aide d'une économie associa- tive basée sur la confiance mutuelle.

36 - voir Illustrations et tableaux Figures 8 et 9.

48

IX. Illustrations et tableaux

La séquence des figures 1 à 6 a pour sens une aide didactique pour saisir en image la formation de la valeur et du prix. Les présentations mettent l'accent sur l'efficacité de deux principes se déployant et *non* sur la reproduction de l'histoire. Les deux principes agissent toujours *ensemble* (inversement polaires) et *valent comme universels*.

Figure 1 : Cette image saisit le moment d'apparition de la formation de la valeur de V I : travail immédiat à la nature = travail corporel au sens de l'économie de peuple. Les sacs représentent le résultat du travail de la production du sol (= V I) et constituent la base de la création de l'argent.

Figure 2 : Cette image saisi le moment d'apparition de la formation de la valeur V II : Organisation du travail corporel = travail spirituel au sens de l'économie de peuple ; émancipation du travail de l'immédiateté dans la fréquentation de la base de nature = formation de capital. Ceux qui ne doivent plus travailler immédiatement à la base de nature doivent, pour permettre leur libération/exemption, être crédités des sacs qui leur sont attribués, dont la production est prise en charge par ceux qui restent dans la production du sol ; les services supplémentaires rendus en rapport aux sacs avancés apparaissent comme des produits industriels.

Figure 3 : Cette image saisi la rationalisation dans l'industrie.

Figure 4 : La formation de la valeur et du prix exprimée en monnaie/argent et représentée par l'unité de compte respectivement quota social (quota social = part de la valeur de la prestation de la personne particulière dans la valeur de la prestation économique totale).



Figure 5 : Cette image montre l'exemption des purs consommateurs dans son effet sur le quota social et sa conséquence sur la structure des prix.

Figure 6 : Avec cette image, nous quittons le mode de représentation illustratif, mais schématique pour passer à un mode certes plus abstrait, mais reflétant la dynamique de la réalité. Le schématisme résulte de ce que la création de valeur a été considérée/regardé à partir de la production, dont le côté corporel fournit la mesure pour la compensation de la prestation ; s'il existait seulement du travail corporel, ainsi les prestations devraient être comparées/assimilées en termes de prix.

Cette image montre cependant que grâce aux purs consommateurs, il s'agit d'un système ouvert avec des formations libres de prix. Par l'association, reposant sur la connaissance du lien/pendant entre la création de valeur, la création de monnaie et le revenu, une compensation entre les prix conditionnés par les besoins et les prix exigés par la production est atteint au moyen d'un déplacement du travail et du capital.

49

Figure 7 : La formation de capital à la base de nature.

Les chemins du capital, apparus par l'épargne du travail corporel immédiatement à la base naturelle, comme argent de don ou de prêt :

La monnaie/l'argent, mesure nominale pour la valeur de gain à la nature ou valeur originelle, représente de la *monnaie d'achat*, médium pour le paiement des prestations matérielles fournies. Ceci se partage/réparti sur/en trois catégories :

- sur les quotas sociaux des producteurs de prestations matérielles (mesure positive de la valeur)
- sur les quotas sociaux des producteurs de prestations spirituelles (mesure négative de la valeur) tout comme des purs consommateurs sous forme d'*argent de donation*
- sur l'argent de prêt comme forme de financement des quotas sociaux des producteurs de moyens de production pour la production de prestations matérielles comme aussi spirituelles.

De nos explications ressort que dans chaque quota social se reflète de nouveau idéalement une proportion des prestations « moyens de production » (voir page 33). Dans le déroulement de leur usure normale survient le financement des besoins d'argent de prêt du secteur fiscal et du secteur ~~des services~~/de la production de prestations spirituelles par une charge correspondante de *tous* les quotas sociaux (voir page 93). L'organe de coordination (voir p. 88) soupèse les fluctuations des besoins en crédits/argent de prêt des deux secteurs d'après leurs priorités et, le cas échéant, les soumet à un vote démocratique en ce qui concerne la formation des prix à la suite de déplacements/transferts de production.

Figure 8 : L'économie associative en un coup d'œil

Prix et revenu

L'ajustement associatif du prix à la valeur d'origine respectivement à la valeur d'obtention à la nature et au revenu d'origine.



Figure 9 : Les membres de l'organisme social respectivement de l'État dans leur pendant avec les trois facteurs de production, maintenant plus sol - travail - capital (ce dernier terme étant déjà un concept dérivé), mais sol - travail - esprit sous la forme d'apparition (ndt : ou phénoménologique) de l'intelligence humaine. Dans le graphique des pages 128/129, l'articulation/le membrement en vie de l'économie, vie de droit et vie de l'esprit est présentée comme émergeant des trois facteurs de production.

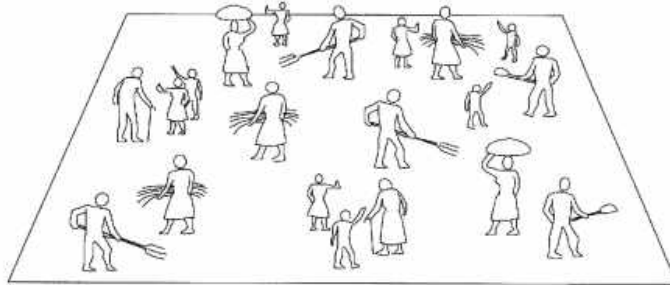
Figure 10 : La construction de la société à partir d'une nouvelle conscience, qui se voit comme une association sous l'aspect de la compensation entre les prestations et les besoins de ceux qui se tiennent dans la production matérielle et l'activité spirituelle.

Illustrations Alec Schaerer

Figure 1

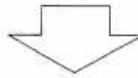
Nous choisissons comme exemple une population de 20 personnes sur leur surface de sol. La moitié n'est pas directement productive, ce sont de purs consommateurs.

Travail corporel au sens d'économie de peuple = travail directement au sol.

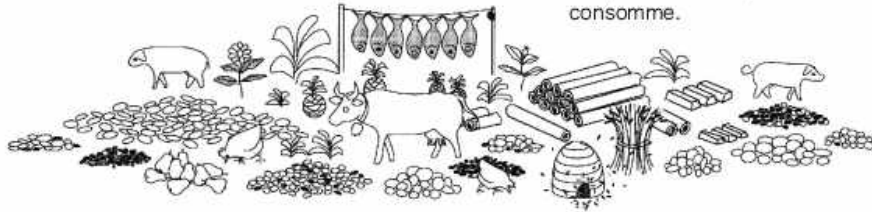


Production originale

Travail direct au sol (Économie de subsistance)



Les besoins élémentaires sont couverts ; il est produit autant que la communauté consomme.



Substances

Valeurs

pour de purs consommateurs

pour des producteurs



V 1

Masse d'argent

X

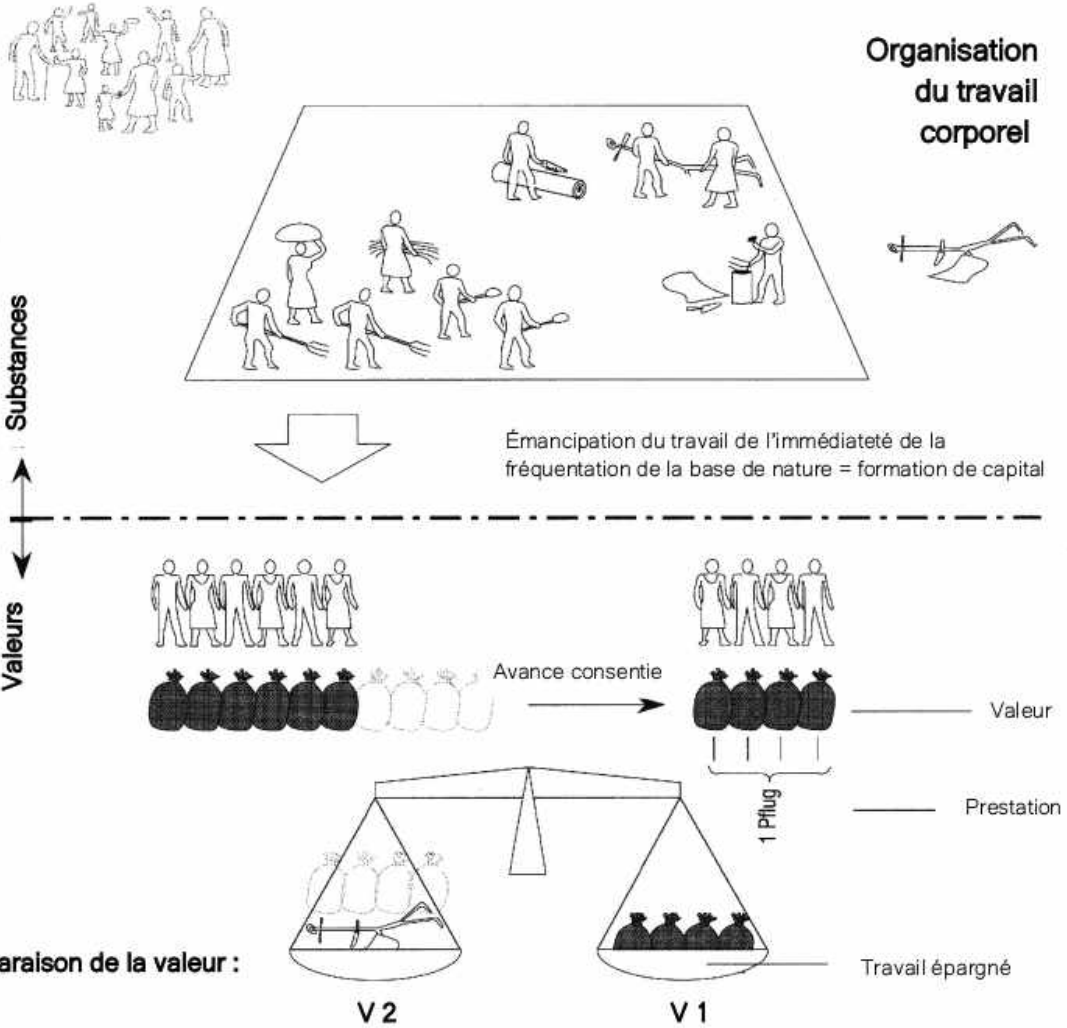
Création d'argent comme comptabilité des prestations (Remémoration à la production originale et comme moyen d'échange)

$$1 \text{ UC} = \begin{array}{|c|} \hline \text{Revenu original} \\ \hline \end{array} \text{ ou } \begin{array}{|c|} \hline \text{Donation} \\ \hline \end{array} = \frac{X}{20} = \text{Unité de calcul/de compte par tête de population}$$

Figure 2

Nous laissons tout d'abord de côté les 10 purs consommateurs et nous concentrons sur les 10 producteurs, Ils s'organisent conformément à leurs facultés et besoins.

Dans notre exemple 6 travaillent corporellement directement à la terre ; grâce à la rationalisation et - cela agissant simultanément - 4 se tournent à un travail émancipé de la base de nature : ils se consacrent à la fabrication d'une charrue.



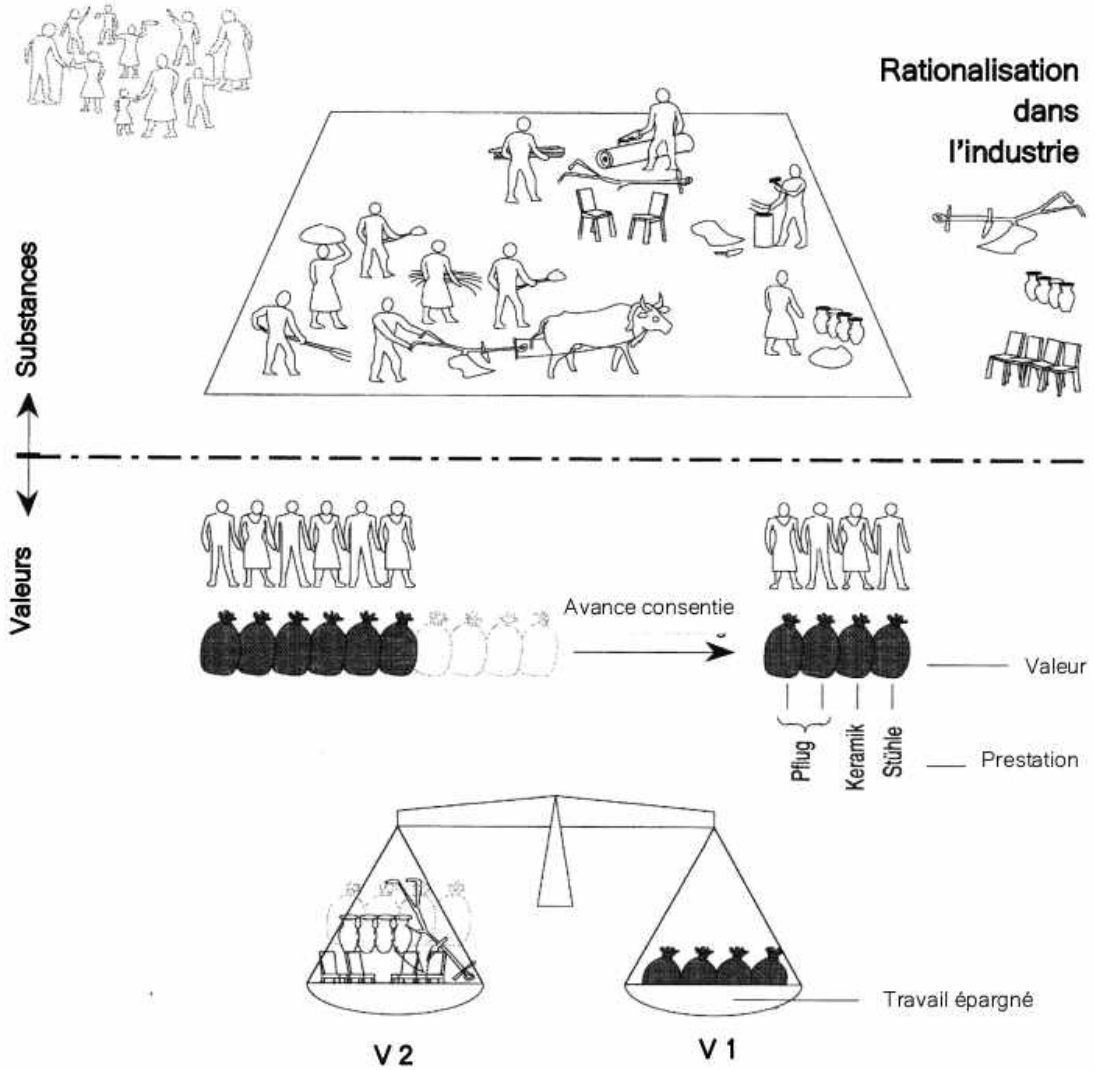
La valeur V 2 se mesure d'après le travail épargné immédiatement à la base de nature.

La valeur de la charrue correspond à 4 unités du rendement du sol.

Figure 3

La *formation de valeur* est conditionnée par besoin et production ; une mesure n'est pas donnée à la formation de valeur par le besoin, mais bien par la production (l'UC). La *formation de prix* se donne d'une mise en vis-à-vis de valeur contre valeur.

Dans notre exemple 4 artisans et artisanes produisent ensemble en un cycle de production: 1 charrue, 4 chaises et de la céramique de ménage pour 4 personnes.

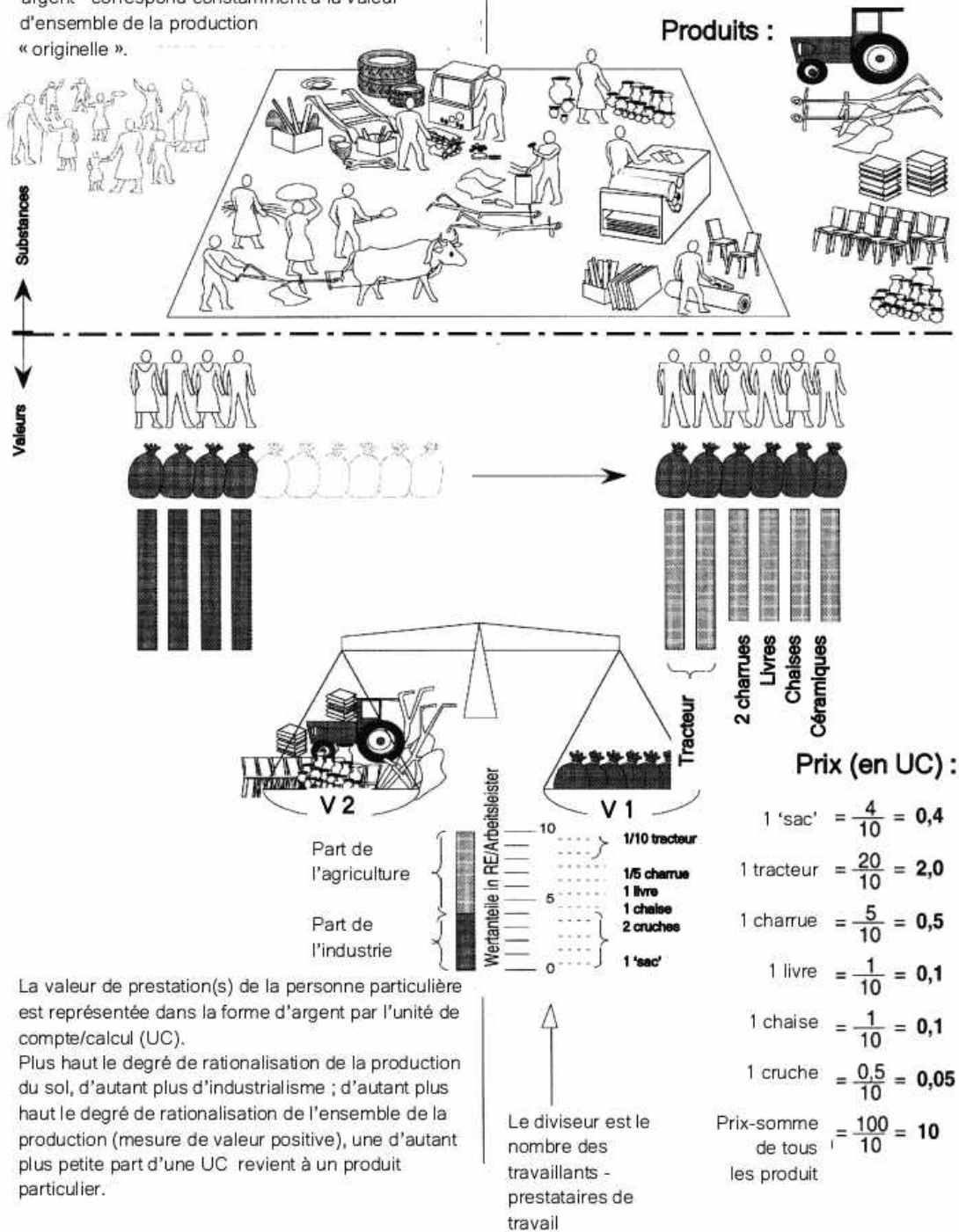


Grace à une rationalisation supplémentaire, la valeur de la charrue correspond maintenant encore à 2 homme-unités.

Figure 4

Avec un travail spirituel croissant dans le sens d'économie de peuple (c'est-à-dire rationalisation), plus de prestations peuvent être offertes. Par la mise en équivalence de la masse monétaire avec la production « originelle » (toutes deux dépendantes du nombre de la population), la valeur de l'ensemble des prestations - exprimé par mesure de chiffres en argent - correspond constamment à la valeur d'ensemble de la production « originelle ».

Dans notre exemple les 6 artisans et artisanes produisent ensemble en un cycle de production : 1 tracteur, 2 charrues, 10 livres, 10 chaises et 20 cruches pour 10 personnes.



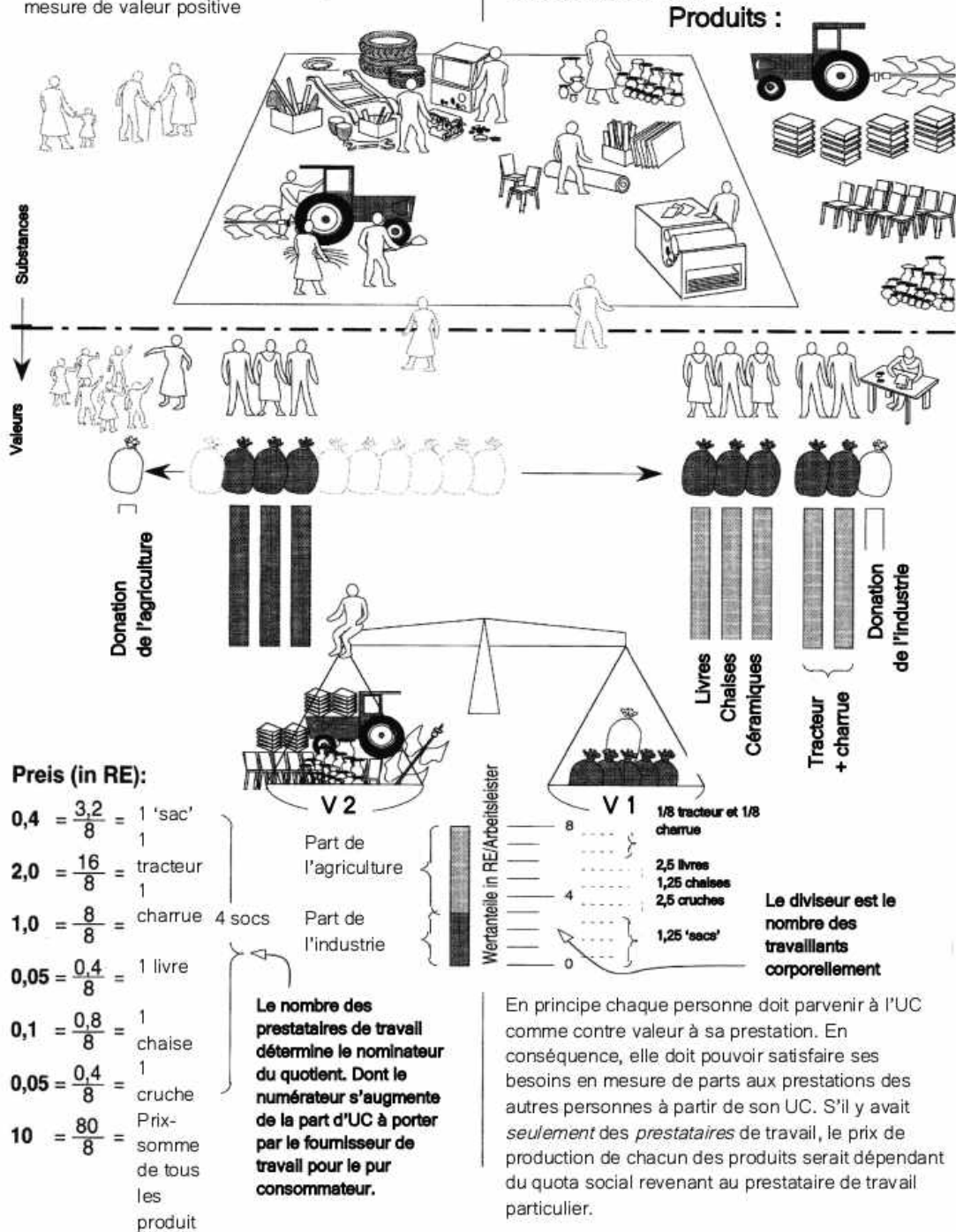
La valeur de prestation(s) de la personne particulière est représentée dans la forme d'argent par l'unité de compte/calcul (UC). Plus haut le degré de rationalisation de la production du sol, d'autant plus d'industrialisme ; d'autant plus haut le degré de rationalisation de l'ensemble de la production (mesure de valeur positive), une d'autant plus petite part d'une UC revient à un produit particulier.



Figure 5

Par la rationalisation croissante, il devient possible d'exempter aussi des humains dans le sens *non*-d'économie de peuple. Ils sont de *purs consommateurs* : ils ne produisent pas de marchandises, mais *rendent possible* sous circonstances seulement de *futures* prestations de mesure de valeur positive

Dans notre exemple, 3 personnes sont actives dans l'économie du sol. 5 artisans et artisanes produisent en un cycle de production : 1 tracteur avec charrue, 20 livres, 10 chaises et 20 cruches pour les 10 personnes. - 2 personnes de ces 10 sont exemptées. 4 socs



En principe chaque personne doit parvenir à l'UC comme contre valeur à sa prestation. En conséquence, elle doit pouvoir satisfaire ses besoins en mesure de parts aux prestations des autres personnes à partir de son UC. S'il y avait *seulement* des *prestataires* de travail, le prix de production de chacun des produits serait dépendant du quota social revenant au prestataire de travail particulier.

Figure 6
Exemple d'un bilan entre recettes de prestations et revenus, saisis associativement

Dans cette présentation toutes 20 personnes sont de nouveau saisies desquelles a été parlé au début. Chacun des deux signes +- représente un quota social (Uc par personne). L'impondérable des encaissements vient de ce que les purs consommateurs sont liés transparents en terme de revenu, mais non liés en terme de débours/dépenses.

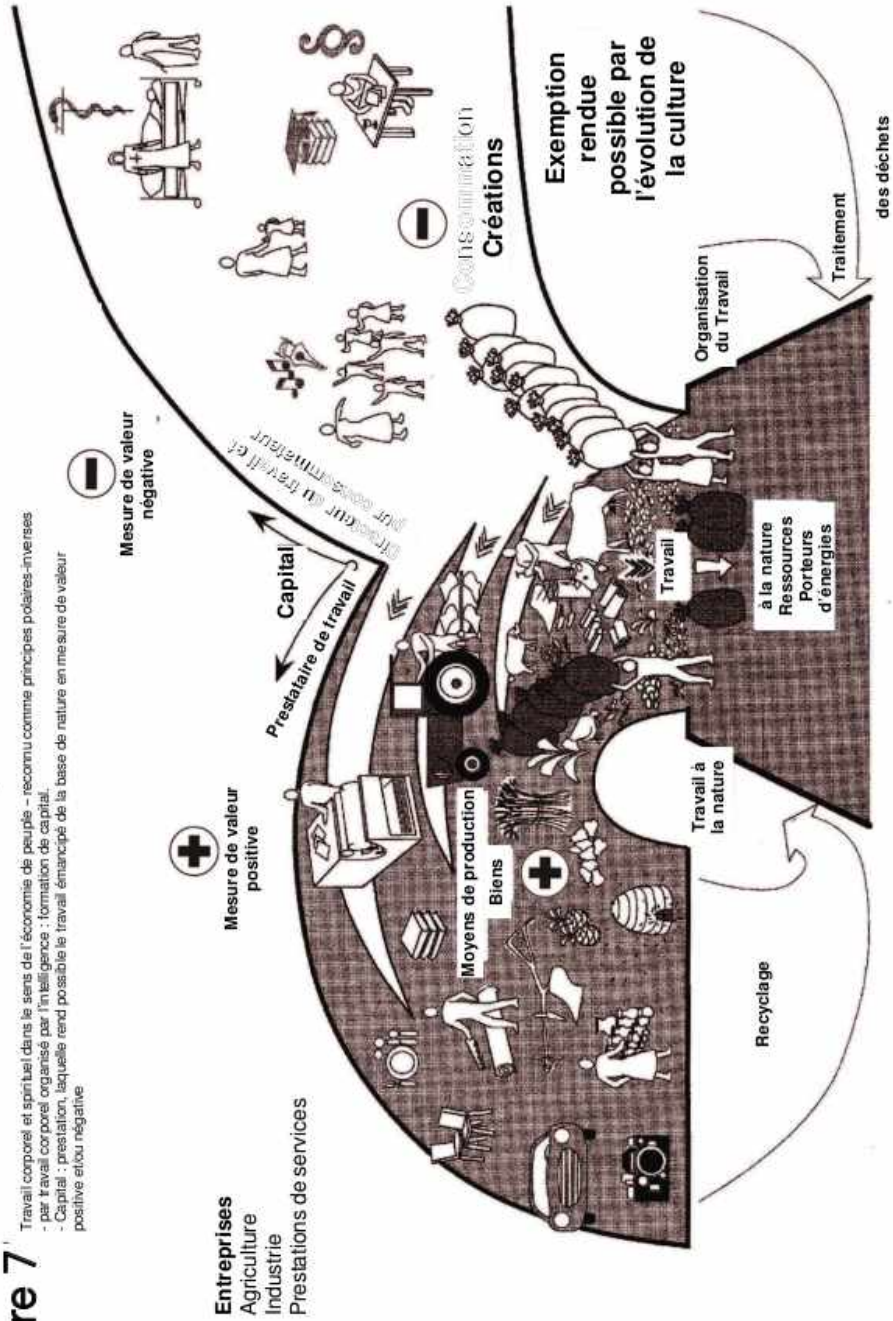
	Année 1						Année 2						Année 3							
	Situation de départ			Possibilité d'une harmonisation			Possibilité d'une harmonisation			Possibilité d'une évolution ultérieure			Possibilité d'une évolution ultérieure			Possibilité d'une évolution ultérieure				
	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services	Agri culture	Industrie et presta-tions de services		
Entreprises/exploitations	A	B	C	D	E	F	A	B	C	D	E	F	G	A	B	C	D	E	F	G
y travaillant en mesure positive de valeur	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Donations obligatoires / Dépendants d'argent de donation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fisc pension vieillesse, système de formation et de santé ...voir « L'avenir de l'argent » page ???	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
unités de production installées	12	8	12	15	15	10	12	8	20	15	8	10	8	20	17	11	20			
Prix adopté : comme rapport* décimal	2,1 7	2,1 7	2,33 7	1,82 7	1,4 7	2,17 7	2,4 8	2,4 8	2 8	1,76 8	2,7 8	1,76 8	0,8 8	1,2 6	1,5 6	1,32 6	1,32 6	1,56 6	1,32 6	0,22 6
unités de compte à viser :	4	2	3	5	4	2	3	3	4	3	3	2	2	4	5	4	3	4		
unités de compte atteintes : trop trop peu	0,4	0,4	1,0	1,1	1,0	1,1	0,6	0,6	1,0	0,3	0,2	0,2	1,2			0,26	0,14			
Compensation associative possible																				
Transfert de travail									+		+									
Reconduction de travail																				
Exemption de travail																				
Nouvelle affectation de dépendants de l'argent de donation																				

* Chaque fraction représente un rapport de quote-part sociale, un multiple de l'Uc : le dénominateur est déterminé par le nombre de prestataires de travail, il dicte la répartition d'une de chaque Uc dans les parts de valeur avec lesquelles chaque Uc participe idéalement aux autres Uc. Le numérateur contient comme facteur le nombre d'Uc qu'une entreprise peut générer économiquement par le prix d'après les possibilités.

Figure 7

Formation de capital

Travail corporel et spirituel dans le sens de l'économie de peuple - reconnu comme principes potaires-inverses
- par travail corporel organisé par l'intelligence : formation de capital.
- Capital : prestation, laquelle rend possible le travail émancipé de la base de nature en mesure de valeur positive et/ou négative



Entreprises
Agriculture
Industrie
Prestations de services

+
Mesure de valeur positive

Capital
Prestataire de travail

-
Mesure de valeur négative

Créations
Cohésion
Innovation

Exemption rendue possible par l'évolution de la culture

Organisation du Travail

Traitement des déchets

Recyclage

à la nature Ressources Porteurs d'énergies

Travail à la nature

Travail

+
Biens

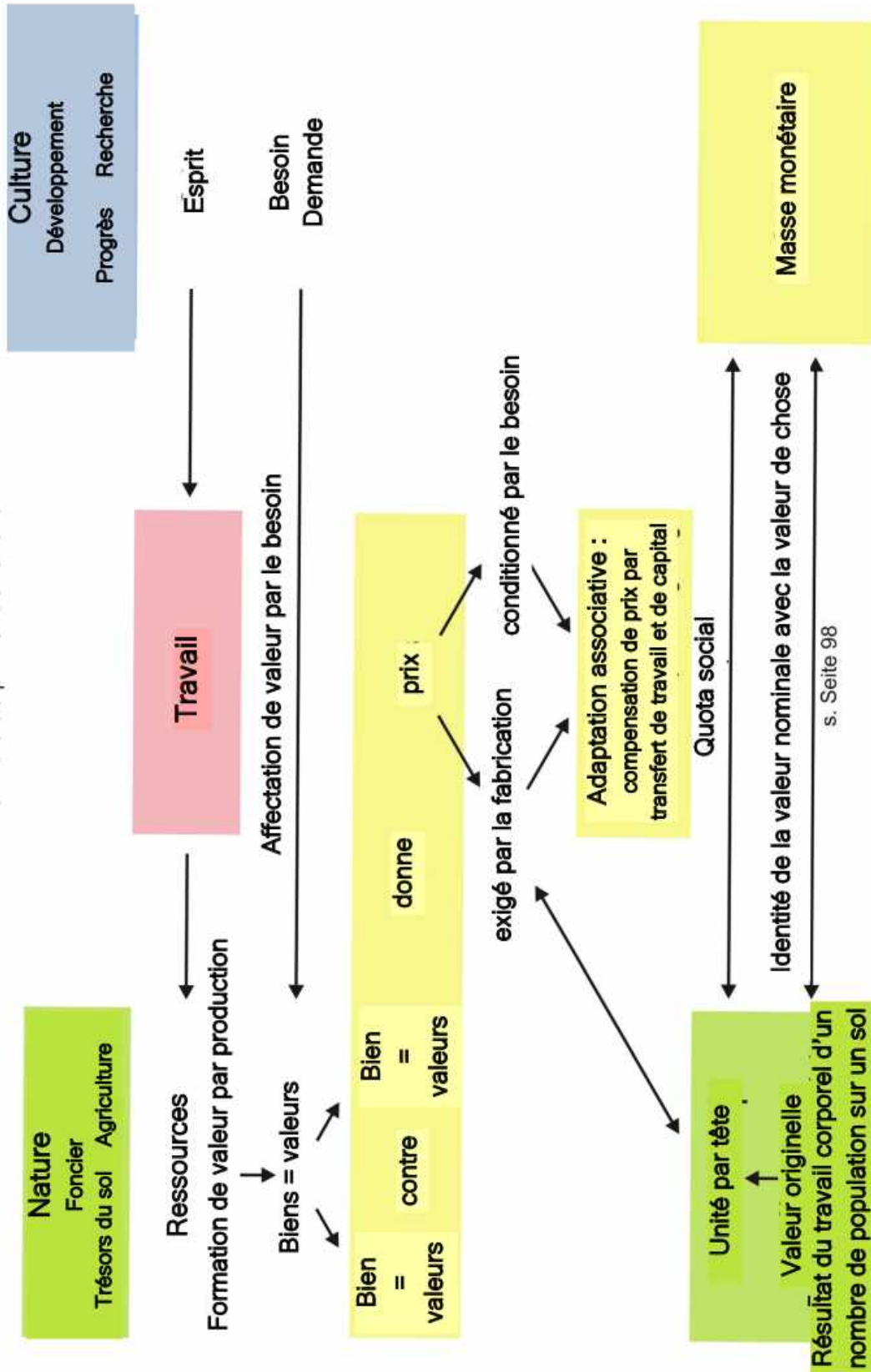
Moyens de production

Capital
Producteur au travail et pour consommation

Figure 8

L'économie associative

Formule de prix et de revenu



s. Seite 98

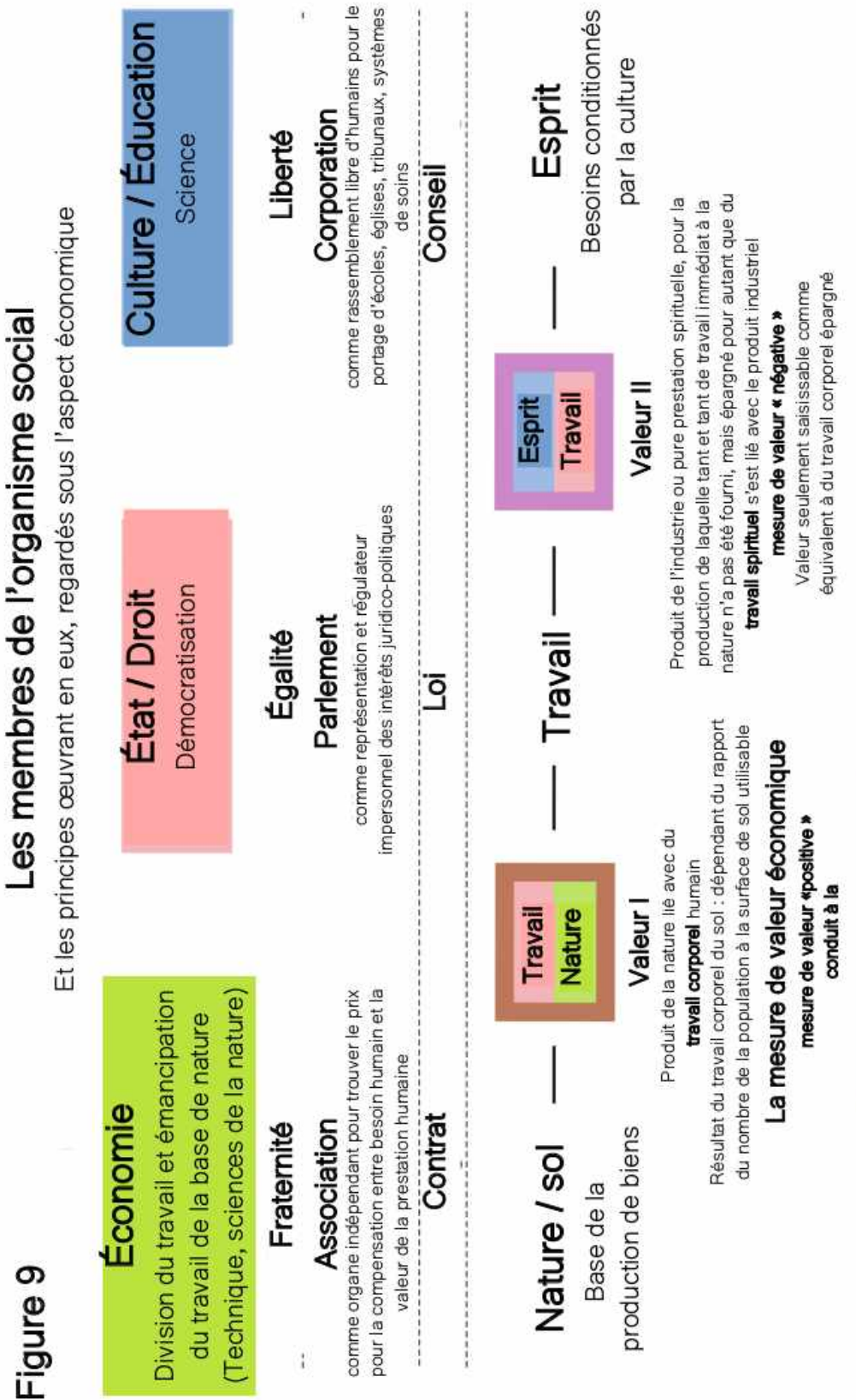


Figure 10 Édification de la société à partir de la conscience de l'association

Saisie statistique des coefficients sociaux des actifs dans la production matérielle \oplus et des personnes leur étant articulées \ominus
 Recettes d'exploitation; les quotas sociaux étant payés vis-à-vis d'eux : aux actifs dans l'exploitation, à des appointés par de l'argent de donation tout comme des actifs dans la « fonction publique »

	Personnes saisies par activité	1 - recette d'exploitation nette	Argent de donation attribution libre		2 - charge fiscale	3 - besoins d'argent de prêt (Constructions, équipements moyens de production)
			Traitement mesure positive de la valeur	Argent de donation attribution libre		
Entreprises Agriculture Industrie Prestations de services	\oplus \oplus \oplus	\oplus \oplus \oplus	\oplus \oplus \oplus	\oplus \oplus \oplus	\ominus \ominus \ominus	\oplus \oplus \oplus
Pension vieillesse	\ominus				\ominus	\oplus
Fonction publique						
Corporation politiques (Communes, cantons, fédération)	\ominus				\ominus	\oplus
Armée	\ominus				\ominus	\oplus
Police	\ominus				\ominus	\oplus
Tribunaux ² /prisons	\ominus				\ominus	\oplus
Pompiers	\ominus				\ominus	\oplus
Corporations de l'argent de donation						
Système de formation	\ominus			\ominus		\oplus
Système de santé	\ominus			\ominus		\oplus
Eglises	\ominus			\ominus		\oplus
« Purs consommateurs »	\ominus			\ominus		

1 compris comme recette des ventes coûts matériels déduits

2 quotas/coefficients sociaux des actifs dans la « fonction publique »

3 Pour la compréhension du signe voir le texte à l'image 7

4 comme solution de transition encore classé à « l'étatique » à la place du secteur de formation et d'éducation

Jeu illustratif

Création de valeur

Formation de capital

Formation de prix

Création d'argent

La création de valeur, qui résulte du rapport entre le nombre de la population et la base naturelle requise, est démontrée à quatre participants.

Avec quatre personnes, la structure économique : agriculture, industrie, prestation de services et pur consommateur, se laisse présenter dans un aperçu. En conséquence, le nombre de biens produits a été choisi de telle sorte que des ruptures simples dans la répartition du quota social en résultent. (Quota social/Qs : valeur monétaire initiale/originelle par tête)

Premier tour/passage : économie d'échange

Stade 1

Unité de besoin et production de prestations : production originelle / valeur originelle = minimum d'existence

Axiome de la production originelle/primordiale

Tout le travail qui est fourni dépend du nombre de la population. Tout ce avec quoi le travail se lie vient du sol ; car c'est ce dont chacun a besoin, ce dont chacun vit (* voir paragraphe suivant). Le travail corporel au sens économique peut seulement avoir lieu immédiatement au sol.

La production primordiale/originelle = le résultat du travail corporel effectué par les quatre participants sur la surface de sol dont ils ont besoin existentiellement. Quatre paniers sur la surface de la table (surface de sol requise) symbolisent une surproduction annuelle, un conglomérat de produits naturels, la « valeur originelle », qui est le point de référence pour tous les résultats du travail qui sont ensuite atteints par la division du travail, une détermination de la valeur qui est au départ purement factuelle/chose.

Stade 2

Axiome de la formation de capital

* Et pour ceux qui, à cause de leur travail spirituel ou comme « purs » consommateurs, ne produisent pas immédiatement à la base naturelle, donc s'épargnent, ceux qui continuent à rester travaillant à la base naturelle doivent aussi générer leur part.

Avec l'esprit lié au travail sous forme de manifestation d'intelligence humaine l'unité (de besoin et de prestation) se partage en deux valeurs en tant que « demi-mesures », la « valeur d'obtention à la nature » et la « valeur d'organisation » ; et



en même temps valeur de production et valeur de besoin s'écartent/dérivent l'une de l'autre.

Provoquée par et pour le travail spirituel, l'émancipation du travail de la base naturelle = formation de capital.

Rationalisation : émergence de l'agriculture et de l'industrie

À partir de ce stade de division du travail, quatre sacs symbolisent désormais les produits de l'agriculture, et ceux-ci reçoivent désormais une nouvelle valeur, qui résulte d'une comparaison avec les prestations matérielles nouvellement générées et qui décide du prix au sens de valeur contre valeur. Grâce à la rationalisation - et l'effectuant en même temps - un participant se tourne vers la fabrication d'outils, représentés par quatre couteaux, dont la valeur correspondra désormais au panier qui lui a été avancé comme moyen de subsistance, maintenant un sac plus un couteau. C'est la valeur qui lui revenait auparavant dans la production originelle.

Par une rationalisation plus poussée de l'agriculture, un deuxième participant sera libéré/exempté, il produit 4 chaises, dont la valeur correspondra au panier (ou un sac plus un couteau) qui lui a été avancé, à savoir un sac plus un couteau plus une chaise.

De la division du travail s'en suit que sur le minimum d'existence (panier) par tête tombent substantiellement un sac et en surplus un couteau et une chaise, mais pas plus en termes de valeur : L'excédent/le plus quantitatif est compensé par les économies/épargnes de travail au sol (valeur organisationnelle/d'organisation).

Stade 3

Rationalisation dans l'industrie

Grâce à cela, dans le prochain cycle de production, le menuisier fabriquera 4 tables en sus de 4 chaises. La valeur de l'ensemble de ses résultats de travail sera égale au panier ou au sac plus le couteau plus la chaise plus la table, selon la norme/la mesure d'orientation du stade 1. Sur chaque panier tombent par division du travail avec même valeur 1 sac, 1 chaise, 1 table, 1 couteau.

Stade 4

Exemption du travailleur spirituel ou du pur consommateur conditionné par le besoin ou fondée sur des raisons sociales.

Grâce à une rationalisation supplémentaire de l'agriculture, cette dernière exempte le troisième participant cette fois-ci en tant que « pur consommateur », l'agriculture reprend sa production antérieure de deux sacs, en mesure de valeur et conditionné par le besoin, le sac lui échouant plus 1 couteau plus (1 chaise plus 1 table). La valeur d'échange des prestations reste la même comme à l'étape 3, indépendamment de ce que le pur consommateur en soit un tel ou qu'il produise une prestation en tant que « travailleur spirituel » (médecin, enseignant).



Deuxième passage : La création de valeur dans les 4 stades ci-dessus est maintenant rejouée analogue en termes monétaires:

La création de l'argent

La rationalisation et la division croissantes du travail exigent un système monétaire pour la mesure mutuelle des prestations et leur échange, qui, dans un processus économique de plus en plus complexe, permet d'enregistrer la saisie séparée de revenus et de recettes des résultats du travail, en ce qu'elle devient, liant la valeur d'origine comme référence/mesure d'orientation/étalon pour les prestations et les revenus, une comptabilité de ces deux derniers.

Nous voyons donc la valeur originelle comme une mesure de la valeur semblable à un nombre, ce par quoi la masse monétaire / la devise sera définie ; avec cela, la monnaie/l'argent est toujours la remémoration à la valeur originelle. Un tel argent permet le transfert transparent du surplus de production des sols - le capital (représenté en mesure de valeur par les paniers) - dans le domaine de la production spirituelle respectivement des purs consommateurs.

Conseils pratiques

Au lieu de jouer avec de l'argent de jeu/de chiffre (par exemple de l'argent de Monopoly), sera joué avec des rectangles de papier, car ceux-ci rendent la répartition des quotas sociaux plus visible, tout comme l'horloge à cadran rend les différences horaires plus rapides et plus faciles à saisir que l'horloge numérique. La répartition du Qs reflète la part de la prestation propre tout comme la prestation des autres « fournisseurs de travail » à chaque Qs et la réduction ou l'augmentation éventuelle du prix (sous forme de bandes de subdivision plus étroites ou plus larges).

Stade 1

Démonstration de la création d'argent

Assimilation de quatre paniers (production originelle) avec quatre rectangles de papier, dont chacun est désigné comme Qs par tête.

Stade 2

Rationalisation : émergence de l'agriculture et de l'industrie

Les deux participants placés libres pour la production d'outils et la production de chaises seront payés d'avance avec un rectangle de papier. Pour chaque rectangle de papier (Qs) tombent 1 sac, 1 couteau, 1 chaise. Pour qu'avec cela chacun puisse satisfaire ses besoins à partir des prestations des autres, il doit venir/parvenir de la recette de son service à son quota social : La justification est le rétablissement/la reconstitution de la couverture (congruence) de la valeur, que le besoin confère à une prestation avec la valeur (valeur originelle) qui est à exiger de la production pour la couverture du besoin. D'abord, par souci de clarté, nous ne jouons pas l'autosuffisance : chacun achète sa part de sa propre production sur le marché.



par sac de l'agriculture 1/2 Qs

Chacun paie pour la part lui revient:

63

Stade 3

Rationalisation dans l'industrie

Comme auparavant, le menuisier produit 4 chaises et 4 tables dans le cycle suivant.

Nous démontrons la plus grande division des rectangles de papier :

Répartition du Qs :

par sac de l'agriculture 1/2 Qs,

Plus les prestations matérielles sont générées sur base de la division du travail, plus le quota social individuel est divisé/fractionné, ce dans quoi se reflète la réduction des prix.

Stade 4

Exemption du travailleur spirituel respectivement du pur consommateur conditionné par le besoin ou fondé socialement.

Grâce à la rationalisation, l'agriculture place libre le troisième participant en tant que travailleur spirituel ; elle lui « donne » le quota social lui revenant.

Conséquences pour la distribution de Qs aucune : structure des prix comme au point 3.

Quand le travailleur spirituel dans notre jeu, réparti de façon égale, est attaché à tous les fournisseurs de travail

le prix par sac provenant de l'agriculture se réduit à 1/3 Qs

le prix par couteau se renchérit à 1/3 Qs

le prix par chaise et par table se renchérit à 1/6 Qs

Ce point de vue obtient de la signification par les quotas partiels d'argent de dons, par lesquels sont attachés aux différents fournisseurs de travail, par exemple, des médecins et des enseignants, en regard du calcul de prix par les associations.

64

Pour la démonstration de la structure des prix par autosuffisance et non-autosuffisance, nous jouons dans la division 1 agriculteur et 3 industriels :

Autosuffisant :

par produit industriel 1/3 Qs.

Non autosuffisant:

1 sac agriculture

par produit industriel 1/4 Qs.

Par seulement du travail corporel, il y aurait seulement de l'égalitarisme/du ni-



vement, sinon la vente/l'écoulement des biens viendrait rapidement à stagner. La liberté, l'inégalité entrent dans le système de division du travail par le travailleur spirituel ou le pur consommateur. Car celui-ci est lié à des fournisseurs de travail (travaillant corporellement) déterminés en mesure de revenus, mais pas en mesure de dépenses.

Dans notre jeu, chaque participant gagne ce que les biens coûtent. Mais ce serait seulement le cas dans des sociétés qui élaborent purement des produits du sol, c'est-à-dire travaillent purement corporellement. À l'instant où dans une société sont fabriqués simultanément des produits pour lesquels on a besoin de moyens de production fabriqués par des humains, la valeur de remplacement du moyen de production doit être incluse dans le prix. Dans notre jeu, on pourrait dire que l'outilleur représente le producteur des moyens de production et que les paiements qui lui sont faits doivent être considérés comme de l'argent de prêt. (voir "L'avenir de l'argent" : Chapitre « La circulation des sortes d'argent », page 96)

Dans la formation de la valeur représentée ici, l'être humain est la mesure, et avec la création de l'argent est lié le parallélisme de la valeur de chose et valeur de signe.

Quand la création d'argent n'est pas liée au nombre de la population, mais à la quantité de prestations, donc la quantité d'argent non avec le nombre de la population, mais grandit/croît avec la quantité de biens, et ne se tient pas dans un pendant interne avec la production, ce n'est plus l'humain qui est la mesure de la valeur, mais la recette de la prestation. Et maintenant, les industriels peuvent viser des revenus plus élevés que ceux qui travaillent le sol grâce à leur plus grande possibilité d'augmenter la production en termes de quantité et de variété, justement en raison de l'augmentation de la masse monétaire et de l'inflation des prix industriels qui y sont liées.





Institut pour une tri-articulation sociale

chez François Germani
13 route de Fessenheim
F-67117 Quatzenheim
francois@triarticulation.fr
Tel. 00 33 950 263 598
www.triarticulation.fr

Institut für soziale Dreigliederung
Liegnitzer Strasse 15
D-10999 Berlin
sylvain.coiplet@dreigliederung.org
Tel. 00 49 30 - 68 07 96 89 43
www.dreigliederung.de



**Institut pour une triarticulation
de l'organisme social**
Atelier francophone

Publications sur Internet :

- Collections thématiques de passages encore inédits en français de l'œuvre de Rudolf Steiner
- Articles d'auteurs germanophones
- Inventaire des contributions en français

Autres activités sur demande :

- Orientation, conseil personnalisé de lecture sur questions spécifiques
- Introduction ou approfondissement par petits groupes en conférences téléphoniques
- Séminaires

Soumettez-nous vos projets pour des collaborations fructueuses

Contact :
François Germani - 00 33 (0)950 263 598
francois@triarticulation.fr

www.triarticulation.fr

De l'idée : Sylvain Coiplet

Informations diverses

- Choix de traduction
- Glossaire et lexiques
- Droits de propriétés

sont dans notre **LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT** téléchargeable sur :
www.triarticulation.fr/AS/Com/index.html

La présente brochure vous est vendue au coût des frais nécessaires à la fabrication de la prochaine. Les besoins des collaborateurs travaillant au contenu et aux prochains projets restent à financer par des dons.

Vous pouvez nous soutenir : Titulaire du compte : Institut für Dreigliederung
IBAN : DE80430609671136056200 BIC : GENODEM1GLS
Formulaire de don en ligne : www.dreigliederung.de/institut/spenden
L'Institut étant d'intérêt général à Berlin, vous pouvez déduire vos dons de l'impôt suivant les conventions en vigueur (voir/www.triarticulation.fr/Soutien.html).
Donnez nous vos coordonnées afin que nous puissions vous adresser votre récépissé fiscal.

Parmi les trois domaines se distinguant progressivement dans la vie sociale, l'économie moderne n'est apparue vraiment dans la vie de chacun qu'en dernier au cours du 19^e siècle. A peine commençait-on à se familiariser aussi à être citoyen d'une vie étatique aspirant à la démocratie, il nous faut maintenant aussi trouver le type de rapport à établir entre nous au sein de celle-ci. Cela d'autant plus qu'aux les dégâts sociaux, s'ajoute la question écologique. Aux préoccupations civiques, s'ajoute une nécessaire culture de cette économie de division du travail.

Début août 1922, prenant congé de ses auditeurs, R. Steiner, aborde la question d'une monnaie fractionnaire qui serait libellé en « blé » plutôt qu'en « or ». C'est de cela dont l'auteur se saisit, le resituant dans l'ensemble de la tri-articulation et ses conséquences pour la vie de ce tiers des activités nécessaires à l'humanité.

Alexander Caspar, né en 1934, vivait encore récemment à Kilchberg, un village sur un coteau du lac de Zurich en Suisse. Il a longtemps été à la direction d'une banque privée et a du faire plus ou moins silence sur des recherches qui vont dans un sens bien différent de ce qu'il était tenu de côtoyer professionnellement.

Ses rares publications sont aussi restées assez confidentielles, mais nous sommes contents de les faire enfin connaître au public francophone.

